

HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Président Tebboune préside une réunion périodique

P. 24

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

M. Djerad appelle la nouvelle génération à être au diapason du développement et à protéger la souveraineté nationale

P. 3

EN VISITE À LA 2^E RÉGION MILITAIRE D'ORAN

M. Chanegriha appelle à la préservation de l'unité territoriale et populaire nationale

P. 24

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

La course électorale lancée aujourd'hui, trois mois après la dissolution de l'APN

La campagne électorale pour les législatives du 12 juin débute aujourd'hui, trois mois après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait appelé à des élections anticipées, exhortant les jeunes à participer en force à ce rendez-vous. Près de 1.500 listes de candidatures dont plus de la moitié sont présentées par des indépendants, ont été approuvées par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) pour prendre part à ces législatives.

P. 4



STATUTS DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Le ministre disposé à examiner les propositions des syndicats

P. 4

INDUSTRIES MÉCANIQUES MILITAIRES

L'ANP veut impliquer les entreprises privées et publiques (Général-major Grid)

P. 6

PÉTROLE

Le Brent baisse à 67,65 dollars à Londres

P. 7

SANTÉ

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Tout pour les éviter !

P.p 12-13

FOOTBALL

DÉCÈS - RAPATRIEMENT

Arrivée à Alger de la dépouille de l'ancien gardien international Samir Hadjaoui

P. 21



CALLIGRAPHIE

Mustapha Mech, un artiste bien inspiré de la calligraphie islamique

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Plusieurs opérations menées dans le cadre de la préservation de la sécurité du pays

P. 24

MUSÉE CENTRAL DE L'ARMÉE

Riche programme pour le mois du patrimoine



Le Musée central de l'Armée a organisé, mardi à Alger, une série d'activités culturelles et historiques diversifiées à l'occasion du mois du patrimoine et de la journée internationale des musées.

Placée sous le slogan "le rôle du Musée central de l'Armée dans la préservation du patrimoine historique de la nation algérienne", la manifestation a vu la projection d'un documentaire sur l'histoire et le rôle de cette structure.

Deux conférences ont eu lieu, à l'occasion, sur les thèmes "le rôle des musées dans la protection du patrimoine culturel" et les "méthodes de conservation et d'entretien du manuscrit", outre des ateliers au profit du grand public sur les musées et le patrimoine ainsi que des visites guidées aux différentes sections du Musée central.

Les organisateurs ont organisé également une exposition photos sur le rôle du musée dans la préservation du patrimoine culturel algérien et une autre sur ses dernières publications ayant braqué la lumière sur son rôle dans la préservation de l'histoire militaire de l'Algérie.

M'SILA

Arrestation de sept individus pour vol de véhicules

Les services de la sûreté de daïra de Boussaâda (wilaya de M'sila) ont appréhendé, au cours des dernières 48 heures, un réseau composé de sept (7) individus spécialisés dans le vol de véhicules et la falsification de documents, a-t-on appris mercredi auprès de la cellule de communication de ce corps constitué.

Agissant sur la base de renseignements faisant état de l'activité suspecte de ce réseau qui opérait dans la wilaya, les services de la police sont parvenus à l'arrestation des sept personnes impliquées, dont l'âge oscille entre 30 et 40 ans, et à la saisie de trois véhicules et les outils utilisés pour l'exécution de leurs forfaits, a fait savoir la même source.

Les mis en cause seront présentés devant les instances judiciaires compétentes pour "constitution d'association de malfaiteurs, faux et usage de faux et mise en circulation de véhicules non conformes", a-t-on noté, expliquant que quatre (4) personnes de cette bande ont été écrouées et les trois (3) autres ont été mises sous contrôle judiciaire.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

46 décès et 1848 blessés en une semaine dans le pays

Quarante-six (46) personnes sont décédées et 1848 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant la période allant du 9 au 15 mai, indique mercredi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran avec 5 personnes décédées et 17 autres blessées suite à 32 accidents de la route, précise la même source.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 459 opérations de sensibilisation à travers le territoire national et 308 opérations de désinfections générales ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés ainsi que des quartiers et ruelles à travers le pays.

EL TARF

Arrestation d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol de câbles de voie ferrée à Dréan



Les services de la sûreté de daïra de Dréan (El Tarf) ont mis fin aux agissements d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol de câbles de voie ferrée au niveau de cette localité frontalière, a indiqué mardi la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Agissant sur la base d'une information faisant état de vol de câbles de voie ferrée et leur transport à bord de deux véhicules utilitaires, les services de la police ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation des présumés auteurs, a précisé le chargé de la communication de la sûreté de wilaya, Mohamed Karim Labidi.

Les auteurs du vol, originaires de la daïra de Dréan, ont été arrêtés en flagrant délit de chargement des câbles objet du vol, a ajouté le commissaire principal Labidi.

Les mis en cause, âgés entre 20 et 40 ans, seront présentés "incessamment" devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan pour répondre des chefs d'inculpation qui leur sont reprochés, a précisé le commissaire Labidi.

ALGÉRIE - CROATIE

Vers la création d'un Conseil d'affaires

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la Chambre croate de l'économie (HGK), ont discuté mardi la création d'un Conseil d'affaires algéro-croate visant le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le Commerce et l'investissement.

Selon un communiqué diffusé sur la page Facebook de la CACI, la réunion tenue par visioconférence s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur d'Algérie à Zagreb et le directeur des relations internationales par intérim de la CACI, du côté algérien, et de l'Ambassadeur de Croatie à Alger et le Vice-président de la HGK du côté croate. Durant cette rencontre, les voies et moyens pour le développement de la coopération économique et commerciale entre les communautés d'affaires des deux pays à travers ce Conseil d'Affaires ont été discutés, selon la même source.

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Des enseignantes victimes d'une agression dans leur domicile

Un groupe d'enseignantes du primaire a été victime d'une agression physique et du vol de leurs biens dans leur domicile collectif à Bord Badji-Mokhtar par une bande de malfaiteurs, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'Éducation de la wilaya.

Les enseignantes, au nombre de neuf, ont été admises à l'hôpital et placées sous contrôle médical, dont deux dans un état grave, suite à l'agression physique à l'arme blanche qu'elles ont subie. Des dispositions légales et administratives ont été aussitôt prises pour la prise en charge psychologique et sanitaire de ces enseignantes, après cette "agression sauvage et inédite, étrangères aux mœurs des habitants de Bordj Badji-Mokhtar", a affirmé le directeur de l'Éducation, Mohamed Mazer.

La cour d'Adrar a annoncé, hier, l'arrestation de deux suspects dans cette affaire.

EL BAYADH

Première édition des journées nationales de la poésie et du chant bédouin



La première édition des journées nationales de la poésie et du chant bédouin s'est ouverte mardi à la maison de la culture "Mohamed Belkheir" d'El Bayadh, en présence de 70 participants.

Cette manifestation culturelle enregistre la participation de 70 poètes et chanteurs du genre bédouin venus de 12 wilayas du pays, a indiqué cheikh Bouras, président de l'association de wilaya de la culture et de la créativité, initiatrice de cet événement en collaboration avec la direction de la culture et des arts.

Cette édition de trois jours, organisée dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, prévoit des récitals de poésie classique et populaire et des chants de bedouin.

L'association vise à travers ces journées à valoriser le patrimoine artistique local et à promouvoir ce legs culturel artistique des wilayas participantes, a-t-on souligné.

Cette manifestation a pour objectif aussi d'encourager les créateurs dans les domaines de la littérature, de la poésie populaire et du chant bédouin à produire davantage, notamment pour mettre en exergue le rôle de la poésie populaire de résistance contre le colonisateur français, en plus de constituer une opportunité d'échange et de recherche dans ce pan important du patrimoine populaire authentique.

INCENDIE À "SOUK EL-FELLAH" DE REGGANE (ADRAR)

21 locaux commerciaux endommagés

Vingt-un (21) locaux commerciaux ont été totalement ou partiellement endommagés suite à l'incendie qui s'était déclaré mardi au marché "Souk-El-Fellah" de Reggane (Sud d'Adrar) composé de 43 locaux commerciaux, selon un bilan de la Protection civile. Présenté par le directeur de la PC d'Adrar, Ali Mahieddine, le bilan en question fait état aussi de 22 autres espaces commerciaux qui ont été heureusement épargnés des flammes. La Protection civile a mobilisé un important dispositif composé d'éléments des unités secondaires de Reggane, Aoulef et Zaouiet-Kounta et de sept camions-citernes, appuyés par une unité de l'armée nationale populaire (ANP) pour venir à bout du sinistre. Une cellule technique de sécurité a été mise en place pour évaluer les dégâts occasionnés et diligenter une enquête afin de déterminer les causes de l'incendie, a affirmé, de son côté, le chef de la Daïra de Reggane, Nasreddine Abdelhakim Dessi.

POLICE

La DGSN recrute et forme des agents de police dans plusieurs wilayas

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'ouverture de l'opération de dépôt des dossiers de candidature pour le concours de recrutement et de formation sur épreuves des agents de police hommes, pour les citoyens âgés entre 19 et 23 ans.

Les wilayas concernées sont : Adrar, Tamanrasset, Illizi, Biskra, Tindouf, Béchar, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, El-Oued, Ouled Djellal, El Meghaier, Touggourt, El Menia, In Salah, Djanet, In Guezzam, Béni Abbès, Bordj Badji Mokhtar et Timimoune.

La DGSN a mis à la disposition des citoyens son site électronique et ses pages Facebook, Instagram et Twitter, pour consulter les conditions d'accès et imprimer le formulaire de participation.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

M. Djerad appelle la nouvelle génération à être au diapason du développement et à protéger la souveraineté nationale

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a appelé, mercredi à Alger, la nouvelle génération d'étudiants "à se mettre au diapason du développement, à travers la maîtrise des langues étrangères", insistant sur le rôle de ces derniers dans "la protection de la souveraineté nationale".

M. Djerad qui a présidé la cérémonie de célébration du 65^e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, à l'Université Alger 3 "Ibrahim Sultan Cheibout", a affirmé que "l'Algérie a formé une génération d'économistes de très haut niveau", ajoutant que "la nouvelle génération est appelée aujourd'hui à se mettre au diapason du développement en cours à travers la maîtrise des langues étrangères".

"La plupart des rapports sont désormais rédigés en anglais, d'où l'impératif d'apprendre la langue", a-t-il soutenu.

"Les enjeux actuels induits par la pandémie du nouveau coronavirus ont impacté les relations internationales et économiques, qui ont connu un changement radical", a-t-il fait remarquer, précisant que certains pays parmi les grandes puissances économiques sont touchés par cette conjoncture".

S'entretenant avec un nombre d'étudiants, le premier ministre a évoqué la période post-Covid-19, les conflits qui en ont suivis et les répercussions de la pandémie qui, a-t-il dit, "nous a imposé, et à l'ensemble du gouvernement, de préserver les équilibres qui nous ont évité de recourir au Fonds monétaire international (FMI)". "Il fallait faire face à toutes les



pressions, y compris politiques qui voulaient que l'Algérie se soumette à cette institution", a-t-il ajouté. M.Djerad a en

outre indiqué que la commémoration de la journée nationale de l'étudiant est l'occasion de rappeler que "nous devons protéger la souveraineté nationale, que l'étudiant doit comprendre que nous devons préserver et protéger notre souveraineté afin que nos décisions demeurent entre nos mains, et que nous puissions éviter ce qui s'est produit dans certains pays qui se sont effondrés et à qui l'on impose, aujourd'hui, voire même le régime politique".

"Les étudiants ont le droit aujourd'hui de défendre leurs idées, de se former et de participer à la dynamique politique du pays s'ils comprennent les défis et les enjeux qui les entourent", a souligné le Premier ministre estimant que "les étudiants sont la locomotive et ils ne doivent pas être dirigés". "Nous respectons les idées".

Il faut qu'il y ait un débat fort au sein de l'université pour faire ressortir la place fondamentale de celle-ci ainsi que son rôle dans la promotion du savoir et l'ouverture sur les sciences et les défis scientifiques, outre sa contribution à l'édification du pays à tous les niveaux y compris culturel et économique", a conclu M.Djerad.

Hmimid Ghebalou, un exemple d'engagement et de fidélité

L'écrivain-journaliste, M'Hamed Houaoua, se souvient très bien du défunt moudjahid Hmimid Ghebalou, un homme de valeur qui a vécu fidèle au serment des compagnons d'arme, et qui a répondu très tôt, avant même le 19 mai 1956, à l'appel de la patrie.

Ce n'est pas par hasard, que Hmimid Ghebalou, né le 16 mai 1936 à Cherchell, a rejoint le maquis, très jeune, lui qui était issu d'une famille révolutionnaire, sa mère moudjahida, en l'occurrence la défunte Kheira Nedjari, l'une des rares militantes qui étaient proches de l'héroïne et martyre Yamina Oudaï, a observé M. Houaoua.

Ce même écrivain journaliste qui a rapporté, dans son livre "Yamina Oudaï, l'héroïne oubliée" (édité 2016/ANEP), le témoignage de ce moudjahid aujourd'hui disparu, a observé que ce dernier était, dès sa tendre enfance, nourri de patriotisme.

Son intelligence lui a permis de faire un parcours scolaire brillant, lui ayant ouvert les portes du cycle secondaire à Alger, où il a côtoyé les militants du Mouvement national à leur tête Amara Rachid.

Ce dernier était chargé, avant le déclenchement de la guerre de libération nationale, de sensibiliser et de mobiliser les étudiants et qui a créé 5 cellules secrètes, en prévision du 1^{er} novembre 1954. Dans son témoignage

accordé à l'écrivain-journaliste, spécialiste en Histoire de la région de Tipasa, le défunt Ghebalou se souvient combien les étudiants et les lycéens étaient engagés et mobilisés autour de la cause nationale avant même le déclenchement de la Révolution et ce grâce au travail des cellules créées par Amara Rachid.

Ce même Moudjahid disparu se souvient, dans son témoignage d'une réunion secrète de ces 5 cellules le 23 octobre 1954 à la Casbah d'Alger, où il a été question de la lutte armée qui était proche, pour laisser parler les armés.

19 mai 1956, l'engagement avant l'appel

Alors qu'il était âgé de 20 ans en 1956, Hmimid Ghebalou, a été appelé à rejoindre le maquis, destination Hammam Melouane dans la wilaya 4 historique, avec Amara Rachid, Sassi Boulafaa et Bouidissa, ainsi que trois moudjahidat Meriem Ben Mihoub, Fadila Mesli et Houria Baaziz, afin de préparer le terrain à l'adhésion et à l'intégration de l'élite dans les rangs de l'Armée de Libération Nationale (ALN), selon le propre témoignage de ce défunt moudjahid.

D'autres étudiants avaient été envoyés dans d'autres régions, à travers le territoire national, avant l'appel officiel, à la grève générale et illimitée, du 19 mai 1956 de

l'Union générale des étudiants musulmans Algériens (UGEMA). Ce groupe d'étudiants, l'un des premiers à avoir rejoint le maquis, a été reçu par Slimane Déhiles dit Si Sadek, adjoint d'Amara Oumrane, chef de région, a-t-il rapporté. Hmimid Ghebalou, a livré dans son témoignage, la minutieuse organisation de l'arrivée des étudiants au maquis. Un rendez-vous leur a été donné dans un appartement à Alger qui servait de lieu de transition et appartenant à un citoyen français, ami de la Révolution. Quelques jours après son arrivée au maquis, le défunt Moudjahid a été promu officier de l'ALN, commissaire politique d'une région de la wilaya 4 historique, s'étendant de Menaceur au sud-ouest de Tipasa Beni Houaoua nord-est de Chlef. Il était chargé, entre autres, d'organiser l'action armée et de mobiliser les Algériens autour de la cause nationale afin de les amener à rejoindre les rangs de l'ALN.

Le défunt moudjahid Ghebalou, qui était en mission de récupération d'une arme automatique dans la région montagneuse de Menaceur, a failli y laisser la vie après avoir été fait prisonnier par un groupe de moudjahidine qui l'ont pris pour un agent français, avant d'être reconnu par Hendi Abdelkader, mort en martyr en avril 197.

Il a vécu fidèle au serment

Taleb Abderrahmane, le chimiste de la Révolution qui a terrorisé la France coloniale

Le jeune martyr Taleb Abderrahmane, réputé pour être le chimiste de la glorieuse Révolution, exécuté à la guillotine à l'aube du 24 avril 1958, avait terrorisé la France coloniale par son génie et son engagement sans faille pour l'indépendance de l'Algérie. Appelé chimiste de l'Armée de libération nationale (ALN), cet artificier qui a terrorisé les forces coloniales, s'était spécialisé, sur instruction des dirigeants de la Révolution, dans la fabrication de bombes dans la Zone autonome d'Alger, a indiqué dans un témoignage à l'APS le chercheur en histoire, Mohamed Rebah qui avait côtoyé le chahid et d'autres membres de la famille Taleb, notamment son père et ses frères.

Sur dénonciation, en 1957, il tombe dans une embuscade tendue par les parachutistes de l'Armée coloniale, laquelle lui fait subir les affres de la torture.

Tous les soirs, il est dénudé et enterré dans la neige jusqu'à la tête pour y être retiré au petit matin, sans que son silence ne soit brisé. Le jour de son exécution dans l'enceinte de la prison Serkadji (ex-Barberousse), alors qu'il n'avait que 28 ans, Taleb Abderrahmane avait lancé à l'imam désigné par l'administration coloniale pour lire la Fatiha, des propos qui font toujours froid dans le dos : "Prends une arme et rejoins le maquis". Quelques mois plus tard, l'imam a rejoint le maquis et décède au champ d'honneur.

En ce sens, la phrase lâchée par Taleb Abderrahmane résume la forte personnalité, mais aussi l'engagement de ce jeune intellectuel qui se considérait comme "un mort en sur-sis" en raison de ses trois condamnations à mort dont il avait fait l'objet, relate encore M. Rebah, auteur des livres "Des chemins et des hommes" et "Taleb Abderrahmane, guillotiné le 24 avril 1958". "On demande ma tête, encore et pour la troisième fois. Mais, messieurs, je suis un mort en sur-sis et, croyez-moi, ma troisième condamnation à la peine capitale ne m'effrayera point", avait lancé à ses bourreaux Taleb Abderrahmane, condamné à mort en même temps que Djamilia Bouhired,

Djamilia Bouazza et Abdelghani Marsali. Né en 1930, soit l'année de la célébration du centenaire de la colonisation de l'Algérie par la France ou ce qui était appelé par les colons "La glorification de la conquête française", Taleb Abderrahmane a ainsi vécu l'époque du Code infâme de l'Indigénat, auquel étaient soumis les Algériens (autochtones) depuis 1881. En ce sens, sa venue au monde a coïncidé avec la prise de conscience de plus en plus grandissante des Algériens quant au choix inévitable et inéluctable de la lutte armée pour recouvrer l'indépendance du pays.

A cet effet, il s'est imprégné des idéaux du Mouvement national, ce qui lui a fait dire : "Pour ma patrie, pour mon idéal et pour mon peuple, périr n'est qu'un sublime sacrifice auquel je suis résigné. L'Algérie sera libre envers et contre tout". D'un tempérament timide, Taleb Abderrahmane était aussi un homme généreux, selon Mohamed Rebah, et trouvait toujours du temps pour aider les jeunes lycéens de son quartier qu'il rencontrait au Café Tlemçani dans le quartier La Marine. Il avait également des moments de détente et de s'adonner à la pêche à Ras el Moul. Taleb Abderrahmane avait suivi, pendant deux ans des études de médecine à la faculté d'Alger, mais sa passion pour la chimie l'a amené à se spécialiser dans ce créneau. Il a ainsi opté pour cette spécialité afin de pouvoir fabriquer des bombes et des explosifs pour l'ALN, raconte de son côté son neveu, Taleb Abderrahmane, qui porte le même nom que son oncle. Passionné de chimie, ce natif de la Casbah dont les parents sont originaires de Mizrana (Tigzirt, Tizi-Ouzou), a également appris la langue allemande afin de pouvoir analyser les expériences du père des fusées V2, l'Allemand Verner Von Braun, lequel a fabriqué les premières véritables fusées militaires, d'une portée de 350 km et atteignant la vitesse de 5800 km/h. Des fusées ayant servi à bombarder Londres durant la 2^{ème} Guerre mondiale, raconte encore son neveu. Au maquis, ses compagnons lui avaient attribué le pseudonyme de

Mohand-Akli pour qu'il puisse passer inaperçu, son vrai nom étant connu des forces coloniales et était de ce fait activement recherché, témoigne son neveu qui a révélé aussi que Taleb Abderrahmane échangeait des correspondances avec Che Guevara et avait pour idole l'ancien résistant et président du Vietnam, Hồ Chí Minh. Après son arrestation et malgré une mobilisation au niveau national et international pour que Taleb Abderrahmane ne soit pas exécuté, le ministre de la Justice de l'époque, François Mitterrand, a refusé le recours en grâce et le président de la République René Coty a signé la décision de la mort par guillotine, raconte son neveu.

Ce dernier, les yeux larmoyants, a fait savoir que le bourreau de Taleb Abderrahmane, le sinistre Fernand Meyssonier, chargé de l'exécution de la peine capitale pendant la guerre d'Algérie, a témoigné dans ses mémoires "Paroles de bourreau", que parmi les 340 personnes exécutées, il se souvient de trois condamnés à mort. Il s'agit d'une femme qui a assassiné son mari, un gendarme, le deuxième est Fernand Yveton qui porte le même prénom que lui et Taleb Abderrahmane qu'il a qualifié de courageux, raconte le neveu du martyr. Dans ses mémoires, ce bourreau a écrit au sujet de Taleb Abderrahmane : "Il est mort courageusement.

J'ai presque des regrets, mais allez-y me dire pourquoi. J'ai voulu le sauver, j'aurais voulu qu'il meure d'une crise cardiaque et ne pas avoir à lui couper la tête.

D'ailleurs j'ai gardé ses lunettes en souvenirs." Le sinistre Fernand Meyssonier a gardé en souvenir les lunettes du héros Taleb Abderrahmane qu'il avait voulu les vendre aux enchères, mais que les autorités françaises ont interdites.

Le neveu de Taleb Abderrahmane raconte qu'il a refusé de récupérer les lunettes de son oncle car, a-t-il expliqué, les autorités françaises avaient exigé qu'il serre la main du bourreau de son oncle.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

La course électorale lancée aujourd'hui, trois mois après la dissolution de l'APN

La campagne électorale pour les législatives du 12 juin débutera jeudi, trois mois après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait appelé à des élections anticipées, exhortant les jeunes à participer en force à ce rendez-vous.

Près de 1.500 listes de candidatures dont plus de la moitié sont présentées par des indépendants, ont été approuvées par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) pour prendre part à ces législatives. Les candidats sont appelés, dès jeudi, à sillonner le pays et multiplier les actions pour convaincre les électeurs d'aller voter, mais surtout d'opérer le "bon choix" pour faire entendre leurs voix et participer à l'édification de la nouvelle Algérie.

Durant trois semaines, les candidats à la Chambre basse du Parlement devront déployer différents modes d'action: rassemblements, meetings et rencontres de sensibilisation, pour exhorter les Algériens à voter en faveur du candidat de leur choix.

Fait inédit, les candidats indépendants sont plus nombreux que ceux des partis politiques.

Autre fait marquant, jamais autant de candidats indépendants ont pris part aux élections législatives, s'imposant comme une nouvelle force politique.

Avec cette nouvelle donne, les analystes politiques s'attendent à "voir émerger une nouvelle scène politique avec l'apparition de nouveaux acteurs qui ont fait le choix de se lancer dans la course électorale loin de toute affiliation partisane", car, selon eux, les partis politiques "ont perdu de leur crédit".

Un changement qui, de l'avis de ces analystes, devrait se ressentir dans la future composition de l'Assemblée populaire nationale (APN), longtemps dominée par les partis avec une poignée d'indépendants seulement. Autre fait observé: parmi

les indépendants en lice se trouvent d'anciens militants de partis d'opposition boycottant ces échéances.

La course électorale pour les législatives du 12 juin sera aussi marquée par l'engagement par les partis politiques de candidats non militants sur leurs listes. Si ces partis justifient ce choix par leur volonté de "faire prévaloir l'intérêt suprême du pays" et de "vouloir s'ouvrir à de nouvelles compétences, nonobstant l'appartenance politique", cette tendance est, néanmoins, motivée par un objectif inédit, celui d'augmenter leurs chances de succès lors de cette échéance importante à travers la présentation de nouveaux visages, acceptés par les électeurs.

Par ailleurs, la campagne pour les législatives du 12 juin sera menée conformément aux dispositions de la nouvelle loi portant régime électorale et qui interdit aux candidats les dons provenant des personnes



morales, qu'elles soient publiques ou privées, et surtout les dons provenant de l'étranger. Cette loi fixe également un seuil de dépense à la fois pour les candidats comme pour les partis et instaure le contrôle du financement.

En effet, il a été créé auprès de l'ANIE, une commission de contrôle des finances dans le but de "séparer l'argent de la vie politique".

Et pour encourager les jeunes à participer à la vie politique, les dépenses de campagne des jeunes candidats indépendants seront prises en

charge totalement par l'Etat, prévoit cette loi.

Par ailleurs, le président de l'ANIE s'est réuni avec les représentants de 16 formations politiques, et avec les représentants des listes des indépendants.

Si les responsables de ces 16 partis politiques ont tenu à exprimer leur mécontentement au sujet de la révocation de certaines candidatures, les représentants des indépendants ont préféré débattre des préoccupations liées notamment aux modalités de financement et à la gestion de la campagne électorale.

Signature de la Charte d'éthique par les représentants des partis politiques et des listes indépendantes

Les représentants des partis politiques et des listes indépendantes en lice pour les législatives du 12 juin ont signé mardi à Alger la Charte d'éthique des pratiques électorales qui se veut un cadre présentant le comportement éthique attendu des acteurs et participants au processus électoral.

La cérémonie de signature s'est tenue au Centre international des conférences (CIC), en présence du président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi qui a qualifié la Charte de "règles d'éthique devant régir l'action politique", saluant "le sens de responsabilité dont ont fait preuve les candidats signataires". Le prochain rendez-vous électoral est, poursuit-il, "un indice positif, eu égard au

devenir de l'action politique en général et particulièrement le Parlement plébiscité pour la première fois par le peuple".

Le nombre des listes acceptées sans réserve pour prendre part aux élections législatives du 12 juin prochain s'élève à 1.483, dont 646 listes présentées au titre d'un parti politique et 837 listes indépendantes.

Le nombre de listes ayant déposé les formulaires de candidature a atteint 2.490, dont 1.237 présentées au titre d'un parti politique.

Un vote a eu lieu lors de cette cérémonie autour du programme d'intervention des candidats dans les médias audiovisuels pour animer la campagne électorale qui débutera jeudi prochain.

Ce que prévoit la loi sur le financement de la campagne électorale

Le financement de la campagne électorale pour les élections législatives du 12 juin est régi par de nouvelles règles fixées dans l'ordonnance n° 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, s'inscrivant dans la lutte contre l'emprise de l'argent sur l'opération électorale.

L'application de ces nouvelles règles relève d'une commission installée auprès de l'Autorité indépendante des élections (ANIE), et qui veillera au respect des dispositions prévues en matière de financement des comptes de campagnes électorales.

En vertu de ce texte de loi, toute liste de candidats à l'élection législative est tenue d'ouvrir et de tenir un compte de campagne électorale et de désigner un trésorier de campagne électorale, dont le financement est constitué principalement de dons, ou de tout concours de l'Etat.

La désignation du trésorier de campagne s'effectue au moyen de déclaration écrite du candidat mandaté par le parti ou par les candidats de la liste indépendante qui doit être déposée, avec l'accord écrit du trésorier désigné, auprès de l'ANIE et auprès des délégations de cette Autorité à l'étranger compétentes pour les élections législatives.

Le trésorier de campagne électorale ne peut assurer cette mission que pour une seule liste de candidats.

Il est également le seul intermédiaire entre le candidat et les tiers qui participent au financement de la campagne, et le seul habilité à recueillir les fonds et à effectuer les paiements liés à la campagne.

Après le dépôt de la déclaration auprès de l'Autorité indépendante, le trésorier est tenu

de procéder à l'ouverture d'un compte bancaire unique pour les besoins de financement de la campagne électorale.

Concernant les listes de candidatures des circonscriptions électorales à l'étranger, le trésorier effectue l'ouverture d'un compte bancaire unique auprès des banques correspondantes des banques algériennes, stipule la loi. Ainsi, la banque saisie dispose d'un délai de 15 jours pour procéder à l'ouverture du compte et remettre au trésorier les moyens de paiement et les services nécessaires à son fonctionnement. Le compte de campagne électorale doit retracer toutes les recettes et les dépenses liées à la campagne électorale. Le trésorier de campagne électorale est tenu également de transmettre les coordonnées du compte bancaire à la commission de contrôle des financements des comptes de campagne électorales créée auprès de l'ANIE, d'établir un compte de campagne retraçant, selon leur origine, l'ensemble des recettes et selon leur nature, ainsi que l'ensemble des dépenses effectuées. Le compte de campagne électorale doit être déposé auprès de la commission de contrôle du financement de la campagne électorale dans un délai de deux mois, à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs. Passé ce délai, le candidat ou la liste de candidats ne peut prétendre au remboursement de leurs dépenses de campagne électorale.

S'agissant de la provenance des ressources de financement de la campagne, elle est constituée, selon la loi, de la contribution des partis politiques à travers des cotisations de leurs membres et des revenus liés à l'acti-

tivité du parti, de l'apport personnel du candidat, des dons en numéraire ou en nature provenant des citoyens personnes physiques, des aides éventuelles que peut accorder l'Etat aux jeunes candidats dans les listes indépendantes, du remboursement d'une partie des dépenses de campagne que peut accorder l'Etat. La loi interdit à tout candidat à une élection, de recevoir d'une manière directe ou indirecte, des dons en espèces, en nature ou toute autre contribution, quelle qu'en soit la forme, provenant d'un Etat étranger ou d'une personne physique ou morale de nationalité étrangère. Les dons sont plafonnés par personne physique à 400.000 DA pour les élections législatives, alors que les dépenses de campagne électorale pour chaque liste de candidats ne peut dépasser 2,5 millions de dinars par candidat.

Les listes des candidats aux élections législatives, ayant recueilli, au moins, 20% des suffrages exprimés, peuvent obtenir un remboursement de 20% des dépenses réellement effectuées et dans la limite du plafond autorisé, et ce, après proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle et la validation des comptes par la commission de contrôle des financements des comptes de campagnes électorales.

En vue d'encourager les candidatures des jeunes à participer à la vie politique, l'Etat prend en charge leurs dépenses de la campagne électorale inhérentes aux frais d'impression des documents, d'affichage et de publicité, de location de salles, ainsi de transport. Sont concernés par cette aide, les jeunes candidats indépendants âgés de moins de 40 ans le jour du scrutin.

RÉVISION DES STATUTS DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Le ministre disposé à examiner les propositions des syndicats

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout a affirmé, mardi, sa disposition à examiner les propositions des syndicats de son secteur en vue de trouver les mécanismes d'une révision des statuts de "manière consensuelle". "Le ministère est ouvert à tous les concepts et les propositions formulées par les syndicats en vue de trouver les modalités et les mécanismes permettant la révision des statuts de manière consensuelle", a indiqué un communiqué du ministère publié au terme des séances de travail bilatérales avec les sections syndicales lors des deux derniers jours.

"Le ministère n'a ménagé aucun effort pour prendre en charge les préoccupations soulevées par les partenaires sociaux dans le cadre de ses prérogatives et de la législation en vigueur par la prise d'une série de mesures, entre autres, l'installation des comités et des cellules de prise en charge des dossiers sociaux", a précisé le ministre, rappelant "la création d'une commission mobile pour s'enquérir des modalités de gestion au niveau des directions locales de l'Éducation, accompagner les responsables pour améliorer leur performance et résoudre les problèmes autant que faire se peut".

Il a également mis en avant "la prise en charge des diplômés des écoles normales supérieures, l'adoption de la promotion à titre de concours professionnels, ainsi que l'intégration des personnels recrutés dans le cadre des contrats pré-emploi et de l'insertion sociale, et l'organisation des élections de renouvellement des mandats des comités de wilaya et de la commission nationale des œuvres sociales". De même qu'il a évoqué la prise en charge par la tutelle des diplômés des ENS, l'adoption de la promotion par voie d'examen professionnels et des listes d'habilitation au différents grades, la prise en charge de l'insertion des contrats de pré-emploi, l'organisation d'élections de renouvellement des commissions de wilayas et de la Commission nationale des œuvres sociales (CNOS). Le ministre s'est dit, par ailleurs, confiant en "la conscience" des partenaires sociaux, qui permettrait de parvenir à un accord garantissant la stabilité du secteur.

M. Oudjaout n'a pas manqué de faire part de sa bonne intention de traiter les préoccupations soulevées dans un cadre légal et en fonction des ressources financières disponibles, affichant sa détermination à poursuivre le dialogue avec les partenaires sans distinction ni exclusion aucune. La rencontre du 1er jour a regroupé les membres du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'Éducation "CNAPESTE", de l'Union nationale du personnel de l'éducation (UNPE) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), et du Syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTE).

Cette rencontre intervient également dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le but d'améliorer la situation socio-professionnelle des affiliés au secteur et de réviser les statuts de l'enseignant.

SIDI BEL-ABBÈS

Affluence notable des visiteurs sur l'exposition du livre d'histoire et du patrimoine

Une exposition consacrée aux livres d'histoire et du patrimoine matériel et immatériel de la wilaya de Sidi Bel Abbès a enregistré mardi une affluence notable des visiteurs, notamment les étudiants, à l'occasion de la clôture du mois du patrimoine mardi à l'école des Beaux arts de la ville.

L'exposition, organisée en collaboration avec la bibliothèque principale de lecture publique Mohamed Kebbati et la maison de la culture Kateb Yacine et un nombre d'associations culturelles, est consacrée aux livres d'histoire et du patrimoine matériel et immatériel de la région dans le cadre de la valorisation du patrimoine, a indiqué Arbia Wafa, cheffe du service patrimoine culturel à la direction de wilaya de la culture et arts, soulignant que la célébration du mois du patrimoine a été marquée cette année par la visite de zones d'ombre pour faire connaître davantage le patrimoine de ces régions et permettre aux artisans de participer à l'exposition d'artisanat organisée à l'occasion.

Le directeur de la bibliothèque principale de lecture publique, Djillali Gosto, a fait part de la participation des annexes de la bibliothèque Mohamed Kebbati à travers la wilaya à la célébration du mois du patrimoine dont le lancement a été donné à partir de l'annexe Benachiba Chilia et de Sfisef, dans le but de permettre aux enfants des zones d'ombre de visiter des expositions et de découvrir le patrimoine matériel et immatériel de la région.

M. Gosto a indiqué, dans ce cadre, que des conférences historiques ont été animées par des universitaires et spécialistes en patrimoine, outre la tenue d'une exposition d'arts plastiques des artistes Zine Kacem et Benrahou Kada et d'une autre d'appareils photo anciens de l'artiste Idriss. Un stand, a-t-il dit, a été réservé à l'habit et aux bijoux traditionnels, en plus d'une exposition de sellerie et une autre de la photographie mettant en relief le patrimoine de la wilaya. La cérémonie de clôture a été marquée aussi par une exposition de produits de l'artisanat avec une tente réservée à l'art culinaire traditionnel avec, notamment, la préparation du couscous qui met en exergue la richesse du patrimoine matériel de la région.

JIJEL

Apparition de physalies vénéneuses aux alentours du port de Djendjen

La direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Jijel a mis en garde mardi les citoyens contre l'apparition de physalies vénéneuses ou Galère portugaise aux alentours du port de Djendjen.

La direction locale de la pêche et des ressources halieutiques indique dans un communiqué de presse qu'un nombre considérable de physalies (méduses vénéneuses) a été observé dans les environs du port de Djendjen, appelant les citoyens à la vigilance et à la précaution.

Selon le document, l'orientation Ouest des vents est susceptible de favoriser le déplacement des physalies vers les plages des communes d'El Kennar Nouchfi et Sidi Abdelaziz (Est de Jijel).

La direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Jijel avait mis en garde, le 8 mai

courant, contre l'apparition de physalies vénéneuses sur les plages de Sidi Abdelaziz et Béni Belaïd.

"Les couleurs de ces méduses (bleue, verte, violette, rose) peuvent inciter certains curieux à les toucher ce qui risque de provoquer d'intenses brûlures accompagnées de multiples symptômes pouvant aller chez certains sujets jusqu'à l'arrêt cardiaque", a-t-on averti.

La même source a ajouté que le contact ou la piqure de physalies peuvent aussi occasionner une "perte de connaissance, une forte fièvre, une gêne respiratoire, des maux de ventre, des douleurs musculaires et des vomissements".



CONSTANTINE

Ouverture d'une antenne régionale de l'Agence nationale des déchets

Une antenne régionale de l'Est relevant de l'Agence nationale des déchets (AND) a été ouverte mardi après-midi dans la wilaya de Constantine.

L'ouverture de cette nouvelle infrastructure dédiée au renforcement des recherches et des efforts nationaux en matière de gestion, traitement et valorisation des déchets à travers 14 wilayas de l'Est du pays a eu lieu en présence du directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

Il a indiqué, à cette occasion, que la création d'antennes régionales de l'AND intervient conformément aux instructions du ministère de l'Environnement pour "s'ouvrir sur le territoire national".

L'ouverture de l'antenne régionale Est de l'AND s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de déploiement engagé par cet organisme considéré comme "l'outil" de la mise en

œuvre de la politique nationale de gestion des déchets, a souligné le même responsable qui a insisté sur l'importance de la communication et la sensibilisation pour la concrétisation des objectifs tracés en la matière.

Les antennes régionales de l'AND auront pour missions de "renforcer d'avantage les liens avec les différents acteurs dont les collectivités locales notamment et d'assurer l'accompagnement nécessaire à la réussite de la politique nationale de gestion des déchets", a expliqué M.

Ouamane, réitérant l'engagement du ministère de tutelle à mettre à niveau la gestion des déchets à travers les outils de gestion, de planification et de financement notamment. A ce titre le directeur général de l'AND qui a déclaré que l'antenne régionale Ouest était déjà opérationnelle à Oran, a annoncé l'ouverture "à partir de la semaine prochaine"

de structures similaires à Bordj Bou Arreridj pour une partie de la région Centre du pays, à Ghardaïa pour la région Nord-sud, puis à Tamanrasset pour le Grand sud du pays avec l'éventualité de créer des bureaux de wilaya de l'AND là où le besoin sera exprimé.

Les antennes régionales de l'AND contribueront aussi à l'accompagnement des jeunes porteurs de projet en les encourageant à s'inscrire dans les métiers de gestion des déchets considérés comme un gisement pour l'emploi durable, a ajouté la même source, précisant que l'AND, à travers ses antennes régionales, œuvrera à "convaincre les investisseurs à adhérer au schéma national de gestion des déchets".

A ce titre le directeur général de l'AND a annoncé la mise en œuvre "dans un avenir proche" des objectifs fixés par rapport à la récupération et la valorisation des déchets.

MILA

Mise en service de la station de traitement des lixiviats de déchets «avant fin 2021»

La première station de traitement des lixiviats de déchets en cours de réalisation au Centre d'enfouissement technique (CET) de Ouled Bouhama au chef-lieu de wilaya de Mila sera mise en service "avant fin 2021", a-t-on appris mardi auprès de la Direction de l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique.

Premier du genre à l'échelle locale, ce projet, lancé en 2019 et nécessitant la mise en place d'une enveloppe financière estimée à 200 millions DA, permettra le traitement de 80 m3 de lixiviats par jour, a précisé à l'APS le directeur local de cet établissement public, Merouane Kouachi. La mise en service de cette infrastructure relevant du secteur de l'environnement en cours de réalisation par l'Agence nationale des déchets, sous l'égide du ministère de tutelle contribuera au traitement des lixiviats des déchets de l'ensemble des CET de la wilaya, dont deux en cours d'exploitation dans les communes de Chelghoum Laid et Mila, selon la même source qui a souligné que deux autres structures similaires sont en cours de concrétisation à Tadjenamet et Mechra (Sud de Mila).

La transformation des lixiviats des CET implantés à l'extérieur de la wilaya de Mila vers la station d'Ouled Bouhama se fera par le biais de citernes, a indiqué la même source, notant que cette station est destinée à contenir ce type de déchets jusqu'à l'horizon 2035.

Les effets positifs de ce projet environnemental "important", selon M.

Kouachi, porteront principalement sur un bon traitement des lixiviats conformément aux normes en vigueur, d'autant plus que son degré de dangerosité dépasse, a-t-il dit, celle

des eaux usées. En plus du montage de la station de traitement, ce projet comprend également la réalisation des bassins de collecte des lixiviats et un laboratoire de contrôle de la qualité, a fait savoir la même source.

Ce projet, une fois entré en service, contribuera également à la protection du barrage de Beni Haroun des risques de pollution dus aux

lixiviats des déchets, a affirmé la même source.

Aussi et selon le même responsable, la même station permettra une meilleure exploitation des structures des CET, tout en contribuant à soutenir les activités du secteur agricole à travers le développement des techniques d'irrigation.

ORAN

Clôture de la deuxième édition du concours de Tadjwid et de récitation du Coran destiné à la catégorie des jeunes

Une cérémonie de clôture de la deuxième édition du concours de Tadjwid et de récitation du Coran destiné à la catégorie de moins de 15 ans, a été organisée mardi soir à la radio régionale d'Oran. Lors de cette cérémonie, à laquelle ont assisté des cadres de la direction des affaires religieuses et des wakfs, des imams et des invités, neuf lauréats de ce concours ont été récompensés par des prix en sommes d'argent et des cadeaux.

L'assistance constituée également de membres de familles des lauréats et lauréates a eu droit à des récitation de versets du Coran et d'invocations religieuses (douaa).

A noter que ce concours est organisé depuis le début du mois de Ramadan par la radio régionale d'Oran en coordination avec la direction des affaires religieuses et des wakfs. Les participants filles et garçons ont été contactés les vendredis après-midi du

mois sacré par la radio pour réciter par téléphone devant un jury désigné afin de sélectionner trois gagnants à chaque émission.

Un membre du jury, cheikh Youcef Nourine a souligné que plusieurs concurrents ont participé à ce concours dont certains ont montré un haut niveau dans les règles de Tadjwid et de la récitation du Coran.

Le mois du Ramadhan a été marqué cette année par l'organisation de plusieurs concours de récitation et tadjwid du Coran dont la 7e édition du concours "Le récitant d'El Bahia" et la 3e édition du concours électronique de tadjwid du Coran.

Lors de la célébration de la nuit du destin "Leilat El Qadr" à la mosquée pôle "Abdelhamid Benbadis" d'Oran, des prix en montants d'argent ont été remis à 40 lauréats des différents concours, soit un total de 6 millions DA.

INDUSTRIE NATIONALE L'ANP veut impliquer les entreprises privées et publiques dans les industries mécaniques militaires (Général-major Grid)

Le Directeur des Fabrications militaires au ministère de la Défense nationale, le Général-major Salim Grid a affirmé, mardi à Alger, que l'Armée nationale populaire (ANP) entend impliquer les entreprises publiques privées, y compris les start-up et les petites et moyennes entreprises (PME) dans les industries mécaniques militaires, dans le cadre de sa stratégie visant à remplacer les intrants importés par d'autres de fabrication locale.

Intervenant lors des journées d'études sur "la sous-traitance et l'intégration nationale: défis et perspectives", qu'abrite l'École militaire polytechnique de Bordj El Bahri, le Général-major Grid a indiqué que "L'ANP œuvre à promouvoir les industries mécaniques et à mettre en œuvre la stratégie d'intégration industrielle, en vue d'être en mesure de concrétiser une économie prospère et une réduction sensible de la facture d'importation, tout en préservant la devise, et ce en intégrant les entreprises privées et publiques, dont les start-up et les PME". Dans ce contexte, le Directeur a souligné que la nouvelle vision adoptée en la matière vise à regrouper de nouveau certaines entreprises publiques économiques, dans le but de créer une plateforme industrielle mécanique nationale sous forme d'une série globale et intégrée des activités stratégiques indispensables à l'intégration des pièces et intrants essentiels importés actuellement de l'étranger.

Cette série s'étend, selon le général-major Grid, de la plomberie et la carrosserie et des plaquettes métalliques à la fabrication intégrale avec toute sa fourniture, conformément aux standards mondiaux imposés par les partenaires technologiques de

L'ANP. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de développement, l'ANP a misé sur l'exploitation des sites fermés ou en cours de fermeture à travers le territoire national, afin d'instaurer cette base industrielle nationale à même d'éviter le réinvestissement dans les infrastructures, a-t-il rappelé.

A ce titre, il a estimé que les efforts de l'Algérie visant à ancrer l'approche de partenariat comme modèle économique à travers la création des entreprises mixtes pour l'industrie, le développement et la commercialisation étaient "intervenus à point nommé" pour préserver ce secteur industriel, notamment les industries mécaniques qui étaient menacées de disparition sur tous les plans financier, technologique et structurel.

Organisées par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), ces journées d'études ont vu la participation des directeurs généraux des entreprises publiques et privées ainsi que des représentants d'instances gouvernementales et des experts. De son côté, le directeur de l'INESG, Abdelaziz Medjahed a affirmé que cette manifestation visait à contribuer à l'enrichissement du débat autour des moyens de développement d'une base industrielle solide à même de relancer l'économie nationale et promouvoir le produit local. Dans ce sillage, M. Medjahed a mis l'accent sur la nécessité d'investir dans les compétences humaines, maîtriser les nouvelles technologies et développer la sous-traitance.

Ces journées d'études seront couronnées par l'adoption des recommandations en matière d'élaboration de la politique nationale afin de développer le domaine de la sous-traitance et l'intégration nationale.

IMPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES ET DES GRAINES Possibilité de réduire à 15% la facture d'importation (ministre)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a fait savoir mardi à Constantine que l'Algérie ambitionnait de réduire la facture d'importation des produits agricoles et des graines à 15% après la réussite de la saison moisson-abattage".

Présidant une rencontre régionale avec les cadres du secteur de l'agriculture, au niveau du siège de la wilaya, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection, M. Hemdani a précisé que la feuille de route élaborée par la tutelle conformément aux instructions du président de la République "vise à réduire la facture d'importation des produits agricoles qui sont produits localement, à l'instar des tomates industrielles et des pommes de terre et des graines de pomme de terre (-50%)". Cette feuille de route, ajoute le ministre, dépend de l'augmentation de la production et de la mobilisation des cadres du secteur et de tous les responsables et acteurs, y compris les techniciens, les administrateurs et les professionnels, en sus du recours à l'irrigation de complément.

A ce titre, il a estimé que la campagne moisson-abattage durant cette saison "est un défi qui nécessite de mobiliser toutes les ressources et les moyens, de fournir des facilitations et d'organiser étroitement l'opération à travers le recensement et l'identification des points de collecte et



la sensibilisation des producteurs à la nécessité de garantir une collecte efficace du produit".

Le ministre a également fait état de la consécration d'une galerie verte pour l'orge, afin de "garantir la récolte efficace de ce type de graines", d'éviter les longues files d'attente et de fournir ce produit comme alternative à l'aliment de bétail.

Bien que la saison agricole actuelle ait connu plusieurs difficultés en raison de la pandémie de Corona, d'un manque en ressources hydriques et de la rareté des pluies, l'Etat a accompagné et encouragé les agriculteurs, notamment en matière d'irrigation

complémentaire, d'autant qu'aucune crise ou interruption dans l'approvisionnement en produits agricoles n'ont eu lieu, a rappelé le ministre.

M. Hemdani a affirmé également que le ministère de tutelle s'attèlera à accompagner la campagne moisson-battage de cette saison en vue d'éviter de répéter les erreurs enregistrées en la matière lors des saisons précédentes.

Le ministre a visité, à l'occasion, une ferme privée dans la région de Baarouaia dans la commune d'El Khroub et une ferme pilote dans la région de Bounouara dans la commune de Ouled Rahmoune. Il a donné des instructions aux

propriétaires de ces exploitations agricoles quant à "la nécessité d'adhérer à la démarche de l'Etat visant à encourager la production locale des produits agricoles et des semences, notamment après la réussite de la culture du Colza que le ministère ambitionne d'approfondir à travers les différentes régions du pays".

M. Hemdani a indiqué que la feuille de route propre au secteur de l'Agriculture a donné ses fruits et ce, dans le cadre de la politique de l'Etat visant à concrétiser la sécurité alimentaire, à renoncer à l'importation des produits agricoles essentiels et à développer les filières agricoles stratégiques.

ENERGIES RENOUVELABLES

Nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergie face au manque de sources conventionnelles (experts)

Les participants à la 25e journée d'études sur l'énergie, la transition énergétique et le développement durable, ont souligné à l'unanimité, le danger du tarissement de l'énergie, d'où la nécessité de nouvelles sources d'énergie et de réduire l'utilisation des énergies conventionnelles dans la production de l'énergie électrique.

La transition énergétique devrait reposer sur une stratégie multisectorielle visant l'utilisation des différentes ressources renouvelables exploitables en Algérie à l'image de l'énergie thermique, ont précisé les experts.

Réussir la transition énergétique en Algérie nécessite la mise en place d'une stratégie multisectorielle reposant principalement sur une transition vers un mode plus durable de production et de consommation basé sur l'économie de l'énergie et des énergies renouvelables, en vue de limiter l'utilisation du carburant fossile notamment le gaz, poursuivent les conférenciers.

Dans ce sens, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Kamel Da li a affirmé que l'Algérie avait enregistré les dix dernières années une hausse annuelle de 5 à 6% en terme de consommation intérieure d'énergie en raison de la réalisation de

nouvelles bâtisses et l'amélioration du niveau de vie des familles ce qui induit l'apparition de nouveaux besoins outre l'absence de rationalisation de consommation à travers les différents secteurs d'activité.

Pour réduire la consommation nationale d'énergie à 10% à court terme, il faut mettre en œuvre le programme national de maîtrise de l'énergie reposant sur les efforts de l'ensemble des secteurs.

M. Dali a souligné également la nécessité de généraliser l'éclairage économique et la promotion des chauffe-bains solaire, le système d'isolation, l'amélioration de l'efficacité énergétique des équipements électroménagers.

Il a appelé aussi à l'utilisation des carburants moins polluants dans le secteur des transports, en sus de l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur industriel en vue de le rapprocher des normes internationales et améliorer ses capacités concurrentielles.

De son côté, l'enseignant à l'École nationale polytechnique (ENP), Rabah Karbachi a estimé que la réalisation des objectifs du développement durable (ODD) à l'horizon 2030 dépend fortement de la réussite de la transition énergétique dans ses différentes composantes, à travers la révision des forces et des faiblesses de la

stratégie sectorielle. Pour M. Karbachi, l'enjeu consiste à identifier correctement les priorités à l'effet d'accélérer les progrès et de traduire ce concept général du développement durable en une réalité.

Les experts intervenant lors de cette journée d'étude ont noté que le secteur du logement en Algérie est l'un des secteurs les plus consommateurs d'énergie en raison de l'augmentation continue de la population, ainsi que de la généralisation du commerce des équipements énergivores, soulignant que la gestion de l'énergie est devenue un enjeu majeur pour le développement durable.

Des chercheurs algériens ayant participé à la rencontre, à l'image d'Assia Salimi, Maria Medjahdi et Hind Mokhtari, étudient les concepts de base de l'intelligence artificielle et ses domaines d'application, telles la maîtrise de la consommation d'énergie dans l'industrie, l'agriculture et les villes intelligentes ainsi que l'amélioration de production de l'énergie verte sur commande, en focalisant sur la gestion intelligente du réseau de prévisions. La nouvelle approche des énergies renouvelables repose, selon M. Yacine Abbassi, sur l'électricité comme solution au problème de l'utilisation des hydrocarbures, en recourant à ux véhicules électriques. Pour sa part, la Chargée d'études

et de synthèse au ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Nihal Mansouri a estimé que la nouvelle orientation, notamment en matière de production de l'hydrogène, vise la suppression du carbone de la production d'hydrogène et la réorientation vers sa production à partir des énergies renouvelables à travers l'électrolyse de l'eau.

Cette électrolyse de l'eau dépend de la décomposition de l'eau en dioxyde et hydrogène gazeux à l'aide d'un courant électrique, appelé hydrogène vert.

Depuis longtemps, l'hydrogène était utilisé à des fins industrielles dans les industries de la chimie, de l'électronique, des minéraux et de l'agroalimentaire à travers le processus d'extraction chimique des hydrocarbures fossiles, notamment le méthane, le charbon et le pétrole, des énergies polluantes dont l'utilisation dégage des effets de serre.

Enfin, les experts ont relevé la nécessité d'œuvrer pour la mise en place des alternatives visant la réalisation de la transition énergétique, en exploitant les énergies renouvelables du pays pour la production de l'énergie et la réalisation du développement durable au profit des générations futures.

PÉTROLE

Le Brent baisse à 67,65 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient mercredi au lendemain de plus hauts en deux mois et demi, lestés par le regain de vigueur de la Covid-19 en Asie, l'avancée des négociations sur le nucléaire iranien et des stocks de brut américains attendus en hausse par l'EIA.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait dans la matinée 67,65 dollars à Londres, en baisse de 1,54% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juin perdait 1,66%, à 64,40 dollars. Les contrats de Brent et du WTI reviennent de leurs plus hauts depuis le 8 mars atteints la veille, à respectivement 70,24 dollars et 67,01 dollars.

Ce retour en arrière "rappelle une fois de plus que le pétrole à 70 dollars ne sera pas facile à atteindre", estiment des analystes. C'est surtout l'avancée des négociations sur le nucléaire iranien qui a encouragé les ventes mardi



sur les marchés du brut.

"Des progrès significatifs avaient, selon moi, été réalisés" a écrit mardi l'ambassadeur russe auprès des organisations internationales à Vienne Mikhail

Ulyanov sur Twitter.

Toutefois, un large consensus se dégage parmi les analystes sur le fait que le retour de l'approvisionnement en pétrole iranien ne fera pas tanguer le bateau

du rééquilibrage (entre offre et demande) au cours des prochains mois.

Les investisseurs continuent par ailleurs de surveiller la Covid-19 en Asie, source d'inquiétude pour la demande.

Même si le nombre de nouvelles contaminations tendait à diminuer, l'Inde a enregistré mercredi un nouveau record de 4.529 décès dus au Covid-19 en 24 heures, toujours sous l'effet d'une violente deuxième vague épidémique.

Le marché attend également les données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA) plus tard dans la journée.

Le pétrole retombe après un pic en deux mois et demi

Les cours du pétrole se sont repliés mardi et ont fini dans le rouge après avoir pourtant touché leur plus haut depuis début mars plus tôt dans la journée.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a fini à 68,71 dollars à Londres, en baisse de 1,08% ou 75 cents par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juin a reculé de 1,19% ou 78 cents, à 65,49 dollars.

Les contrats de Brent et du WTI avaient pourtant atteint en cours de séance 70,24 dollars et 67,01 dollars, une première depuis le 8 mars.

Mais les cours ont piqué du nez peu après des informations selon lesquelles les pourparlers sur le nucléaire iranien auraient connu d'importantes avancées. Cité par plusieurs médias, Mikhail Ulyanov, l'ambassadeur russe

auprès des organisations internationales à Vienne, qui supervise les négociations pour Moscou, a tenu à clarifier ses propos sur Twitter.

"Je n'ai pas dit qu'il y avait eu une percée dans les discussions de Vienne", a écrit le diplomate.

"J'ai dit que des progrès significatifs avaient, selon moi, été réalisés, ce qui est vrai." "Mais des questions non résolues persistent et les négociateurs ont besoin de plus de temps et d'efforts pour finaliser un accord", a poursuivi M. Ulyanov.

Avant leur plongeon, les contrats à terme du brut avaient été soutenus "par les réouvertures en Europe et aux Etats-Unis", a souligné Neil Wilson, analyste de Markets.com.

Les terrasses des restaurants et des bars, les commerces, les cinémas et les musées rouvriront par exemple mercredi leurs portes en France après que

le Royaume-Uni a rouvert lundi pubs et restaurants en intérieur, hôtels, musées, salles de spectacles et stades.

"L'efficacité des vaccins contre les variants actuels rend les investisseurs optimistes", a complété M. Wilson.

Les vaccins de Moderna et Pfizer/BioNTech devraient rester efficaces contre le variant indien du coronavirus, selon des travaux préliminaires menés par des scientifiques américains et rendus publics lundi, des recherches qui doivent néanmoins être validées par des pairs avant d'être publiées dans une revue scientifique.

Le pétrole avait aussi profité de la faiblesse du dollar, un mécanisme qui rend le brut plus attractif car meilleur marché.

Le dollar index, qui compare le billet vert à d'autres grandes monnaies, a touché mardi son plus bas depuis fin février.

CHANGES - MARCHÉS

Le dollar au plus bas depuis près de trois mois, la Fed maintient sa ligne

Le dollar américain baissait mardi à son plus bas niveau depuis février face à un panier d'autres grandes monnaies après que des responsables de la Banque centrale américaine (Fed) ont à nouveau assumé une politique monétaire très souple, malgré la hausse de l'inflation.

Vers 19H50 GMT (21H50 à Paris), le dollar index, qui compare le billet vert à d'autres grandes monnaies, perdait 0,45%, à son plus bas depuis fin février.

Face à l'euro, le dollar cédait 0,62% à 1,2227 dollar pour un euro, également un plus bas depuis février.

La Fed maintient pour l'instant une politique monétaire très souple pour soutenir la reprise aux Etats-Unis, quitte à tolérer pour l'instant une hausse de l'inflation.

Lundi, cette stratégie a été de nouveau confirmée par le vice-président de la Fed Richard Clarida, qui a assuré qu'il anticipait toujours une inflation seulement temporaire, et non durable.

"Le président de la Fed de Dallas, Robert Kaplan, qui est connu comme un +faucon+ (plus prompt à vouloir remonter les taux), a lui aussi pris la parole pour dire que la pression sur les prix allait s'amoindrir en 2022", a souligné Lu kman Otunuga, analyste chez FXTM.

Par ailleurs, alors que le dollar avait profité au premier trimestre d'une reprise bien amorcée aux Etats-Unis tandis que les campagnes de vaccination avançaient moins vite dans d'autres régions du monde, la tendance pourrait s'inverser, a estimé George Saravelos, analyste chez Deutsche Bank.

"La croissance mondiale devrait être mieux répartie, les retardataires à la vaccination devraient rattraper leur retard", ce qui devrait profiter aux monnaies européennes, a-t-il commenté.

Du côté des cryptomonnaies, le bitcoin, qui avait plongé la semaine dernière pour atteindre un plus bas en plus de trois mois lundi à 42.133 dollars avant de rebondir, perdait à nouveau du terrain (-3,41% à 43.288,85 dollars).

AUTOMOBILE
Les ventes européennes restent minées par la pandémie

Les ventes européennes de voitures ont rebondi en avril tout en restant à un niveau bas, selon les chiffres publiés mercredi par les constructeurs.

Avec 862.226 voitures particulières vendues dans l'Union européenne, l'industrie automobile progresse de 219% par rapport au catastrophe mois d'avril 2020 et ses 271.000 ventes, entre mesures de confinement et fermetures des concessions.

Mais les ventes restent encore frappées par la crise, loin des 1,4 million de véhicules vendus en avril 2019, avant la pandémie, selon les données de l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA).

En avril 2021, plusieurs pays ont affiché des taux de croissance à quatre chiffres par rapport au mois d'avril 2020, comme l'Italie (+3.276%) ou l'Espagne (+1.787%).

La France s'est reprise de 569%, l'Allemagne de 90%, la Belgique de 602%, la Pologne de 163%. Le Royaume-Uni progresse, lui, de +3.177%. Le groupe Volkswagen (Audi, Seat, Skoda) reste le premier groupe européen avec plus de 232.000 ventes mais une part de marché qui s'effrite, à 26,9%.

Le nouveau groupe Stellantis (Peugeot-Citroën et Fiat-Chrysler) regagne des parts de marché, à 23,5% et 202.000 ventes.

Le groupe Renault reste à un niveau bas avec 9,2% de parts de marché, tandis que Hyundai-Kia progresse, à 7,5%, devant BMW (7,1%), Daimler (6,2%) et Toyota (6,1%).

AFRIQUE - FINANCES

Le Sommet sur les économies africaines demande la levée des brevets sur les vaccins anti-Covid

Les pays africains, européens et d'autres continents ainsi que les organisations internationales présentes au Sommet sur les économies africaines organisé mardi à Paris demandent la levée des brevets des vaccins anti-Covid, afin de permettre la production de vaccins en Afrique, a annoncé Emmanuel Macron.

"Nous soutenons les transferts de technologie et un travail qui a été demandé à l'OMS, l'OMC et au Medicines Patent Pool (soutenue par l'ONU, NDLR) de lever toutes les contraintes en termes de propriété intellectuelle qui bloquent la production de quelque type de vaccins que ce soit", a déclaré le président français à l'issue de la conférence. Ce sommet a réuni en présentiel les dirigeants ou représentants d'une vingtaine de pays africains, de plusieurs pays européens et de l'UE, mais aussi de Chine, des Etats-Unis, du Japon, du Canada et d'Etats du Golfe,

l'ONU et les principales organisations financières internationales, dont le FMI et la Banque mondiale.

Le président français, hôte du sommet, a souligné que les participants avaient décidé une "initiative très forte pour produire massivement des vaccins en Afrique et donc de développer, par des partenariats de financement et industriels, une capacité à produire en Afrique des vaccins de type adénovirus, protéines recombinées et ARN messager, dans les prochains semaines".

Il a évoqué notamment "des financements de la Banque mondiale".

Cette annonce confirme un soutien international à la levée des brevets sur les vaccins, réclamée notamment par l'Inde et l'Afrique du Sud, après l'appel en ce sens du président américain Joe Biden, auquel l'Europe a emboîté le pas, malgré l'opposition des laboratoires pharmaceutiques. Etant

donné le temps nécessaire à installer des sites de production, Emmanuel Macron a expliqué qu'à court terme les participants au sommet avaient convenus de "pousser l'ambition de Covax (organisation de distribution de vaccins aux pays pauvres) de 20% à 40% de personnes vaccinées en Afrique" grâce à des transferts de doses.

Nous allons donc "donner mandat au Fonds monétaire international pour regarder comment mobiliser plus de financements, c'est une enveloppe totale de 50 milliards environ qu'il faut mobiliser pour réussir cela", a expliqué M. Macron.

L'objectif est "d'utiliser une partie des Droits de tirage spéciaux du FMI et de les fléchir sur ce mécanisme, pour dès le mois de juillet (distribuer) les doses en surnombre dans les pays riches", "afin d'atteindre 40% d'Africains et d'Africains vaccinés à l'issue de l'année 2021". "C'est un

objectif qu'on peut atteindre si on mobilise ces financements et si nous nous organisons", a-t-il conclu.

Le président congolais Félix Tshisekedi a souligné l'importance d'une production du vaccin en Afrique pour contrer les campagnes complottistes anti-vaccin.

"Si le produit vient d'Afrique, cela aura un impact positif" contre "le travail de sape des réseaux sociaux qui ont diabolisé la vaccination en la faisant passer pour un complot international pour exterminer le peuple africain", a-t-il averti. "Il faut faire une contre-sensibilisation", sous peine de "risque d'un nouveau variant" venant d'Afrique, plus résistant, qui menacerait la planète, a-t-il souligné.

"Nous avons reçu 1,6 million de doses, on n'a réussi à vacciner que 10.000 personnes et pour la plupart des expatriés", s'est-il désolé, citant le cas de la RDC.

ENVIRONNEMENT

Des équipements de détection de gaz réfrigérants au profit de la Direction générale des douanes

La ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa a supervisé, mardi à Alger, la cérémonie de remise au profit de la Direction générale des douanes (DGD), d'équipements de détection de gaz réfrigérants contenant des produits chimiques dont l'importation est interdite.

Lors de la cérémonie de remise, la ministre a indiqué que son département ministériel a organisé plusieurs sessions de formation à Alger et à Ouargla au profit des fonctionnaires des douanes en matière d'application des textes juridiques nationaux et du mode d'emploi des appareils de détection.

Dans son allocution à cette occasion, la ministre a indiqué que "le mode de consommation a évolué beaucoup chez les Algériens à travers le recours croissant à l'emploi des appareils électro-ménagers, particulièrement avec le besoin croissant en réfrigération et en conditionnement de l'air".

Pour la ministre, "ces produits chimiques, notamment, le Chlorofluorocarbure (CFC) et les hydrochlorofluorocarbure (HCFC) sont employés dans les appareils de conditionnement d'air dans les véhicules, les installations de climatiseurs à usage ménager et autres et comme agent propulseur dans les aérosols".

A ce propos, la ministre a indiqué que l'Algérie, étant un pays importateur, a mis en place un programme national consacré à l'élimination progressive de CFC, d'autant que les importations ont été gelées, suivie de réductions de 50% et de 85%, pour finir par une élimination totale, affirmant que "l'Algérie a consenti de grands efforts au niveau national en vue de tenir des engagements internationaux vis-à-vis du protocole de Montréal".

Ce programme permet, a-t-elle expliqué, de tirer profit des matériels de récupération et de recyclage des matières CFC utilisées dans le refroidissement, ou encore des détecteurs de gaz réfrigérés utilisés par les douaniers dans la lutte contre le trafic illicite des véhicules au niveau des ports, des aéroports et des frontières.

A ce propos, la tutelle a organisé plusieurs sessions de formation à Alger et Ouargla au profit des douaniers en matière d'application des textes législatifs et de manipulation des détecteurs.

Le département de l'Environnement a bénéficié d'un second programme pour l'élimination progressive des composantes HCFC à l'horizon 2030, a rappelé Mme.

Boudjemaa, précisant que ce plan visait le gel des importations des composantes CFC et des baisses progressives à hauteur de 35% en 2020.

La DGD demeure, a-t-elle souligné, le partenaire principal pour l'application des résolutions nationales, notamment en matière de contraintes imposées sur les importations et l'interdiction du trafic illicite de ces matières nocives à l'environnement.

Dans cette optique, le ministère poursuit sa collaboration avec la DGD en la dotant d'un autre kit d'appareil et assurera, indique la ministre, d'autres sessions de formation au profit des douaniers.

SAÏDA

Attribution "prochaine" de 1.800 logements publics locatifs

Plus de 1.800 logements location-vente seront attribués fin juin prochain dans la wilaya de Saïda, a annoncé mardi le wali Saïd Sayoud.

Le chef de l'exécutif de wilaya a déclaré, en marge d'une visite d'inspection des travaux de réalisation de logements dans les cités "Dahr Cheikh", "Boukhors" et "Es-salam" au chef-lieu de wilaya, qu'il sera procédé à l'attribution de ce quota d'habitations à la fin du mois de juin prochain.

Les travaux d'aménagement des sites, sur lesquels sont édifiés ces logements, portant sur le raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement et sur le revêtement des trottoirs sont achevés, a indiqué le wali, tout en sommant les gestionnaires d'entamer, dès la semaine prochaine, les travaux de raccordement des sites aux réseaux de gaz et d'électricité.

Dans ce cadre, le wali a accordé à la direction de la distribution de l'électricité et du gaz un délai de 10 jours pour terminer les travaux de cette opération, en prévision de la distribution des logements.

Saïd Sayoud a donné également des instructions au

PRÉPARATIFS DES EXAMENS SCOLAIRES

Plus de 1.700 élèves aux besoins spécifiques concernés (ministre)

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a indiqué mardi à Alger que 1.796 élèves aux besoins spécifiques scolarisés à travers l'ensemble du territoire national passeront les examens de fin d'année (2020-2021) dans les trois cycles de l'enseignement.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite à l'École des jeunes aveugles (El-Achour) et dans une classe spéciale pour les élèves malentendants et handicapés moteurs au Lycée El-Idrissi (Sidi M'hamed), la ministre a fait état d'une "hausse significative" du nombre d'élèves aux besoins spécifiques concernés par les examens de fin d'année 2020-2021 par rapport à l'année scolaire 2019-2020 où 1.492 élèves aux besoins spécifiques ont passé ces examens.

Lors de sa visite, Mme Krikou a fait le point sur les préparatifs des examens officiels dans les trois cycles de l'enseignement pour cette catégorie et les dispositions prises pour assurer le strict respect du protocole sanitaire approuvé par les ministères de l'Éducation nationale et de la Solidarité nationale et le Conseil scientifique relevant du ministère de la



Santé, pour préserver la santé des élèves.

Elle a, dans ce cadre, appelé à redoubler d'efforts pour aider et accompagner cette catégorie de la société, notamment les élèves concernés par les examens de fin d'année dans les trois cycles de l'enseignement", rappelant les résultats "positifs" enregistrés l'année dernière "avec 97% de réussite dans le primaire,

96% dans le moyen et 57% dans le secondaire".

La ministre s'est, en outre, félicitée de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à la création d'une école supérieure pour la formation d'enseignants en langue des signes, la qualifiant de "très importante" en ce qu'elle dénote l'intérêt accordé par l'Etat aux per-

sonnes aux besoins spécifiques et répond à la demande des associations spécialisées et des parents d'élèves en faveur de la promotion de la langue des signes". Pour sa part, la Représentante adjointe de l'UNICEF en Algérie, Souraya Hassan, a salué "les efforts constants de l'Algérie pour l'amélioration et la promotion de la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, notamment les élèves, à travers la réunion des conditions sanitaires et pédagogiques nécessaires à leur réussite aux examens officiels".

L'École des jeunes aveugles d'El-Achour compte 175 élèves, dont 115 dans le cycle primaire et 60 dans le cycle moyen. 21 d'entre eux passeront les examens de fin de cycle primaire et 11 l'examen du BEM. La classe spéciale du Lycée El-Idrissi compte, quant à elle, 15 élèves aux besoins spécifiques.

WAKFS

"Une richesse à investir dans le développement national" (ministre)

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs Youcef Belmehdi a affirmé mardi à Bordj Bou Arreridj lors d'une intervention par visioconférence à l'ouverture de la deuxième conférence régionale sur les wakfs et la Zakat, que "les wakfs constituent une richesse qui doit être investie dans le développement national".

"Il faut développer la pensée des wakfs qui ne se limite pas à la construction de mosquées, de cimetières et d'écoles coraniques, mais inclut également toute action de solidarité socio-économique qui profite à la société comme la construction d'hôpitaux et de routes, la réalisation de forages, l'éclairage public et la création de jardins", a précisé le ministre dans son intervention considérant les wakfs "un concept civilisationnel".

Il a, dans ce sens, ajouté que le projet de création de l'Office national des wakfs "vise un meilleur investissement des biens wakfs du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à tra-

vers des projets de développement générant une richesse hors-hydrocarbures qui sera distribuée aux nécessiteux".

Le ministre a mis l'accent, à l'occasion, sur la nécessité de recenser et numériser les wakfs pour mieux les exploiter".

M. Belmehdi a, par ailleurs, indiqué que "la pandémie du coronavirus a eu un grand impact dans la relance de la solidarité" et ceci, a-t-il appuyé, "nous a incité à réfléchir à la manière de développer le Fonds de la Zakat et les wakfs pour générer une richesse supplémentaire pour le pays à travers des projets de développement qui contribuent à créer des postes d'emploi pour les jeunes et édifier une Algérie nouvelle offrant des opportunités de développement et d'épanouissement".

A l'issue de son intervention, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a réitéré le soutien de l'Algérie, Etat et peuple, à la cause palestinienne.

La deuxième conférence régionale,

de deux jours, sur les wakfs et la Zakat organisée après celle de la wilaya d'Ain Tmouchent vise "le recensement et la numérisation des biens wakfs ainsi que la création d'une cartographie nationale de ces biens, en plus d'œuvrer à trouver les mécanismes nécessaires pour développer les wakfs de manière à contribuer à la dynamique sociale et économique du pays, et renforcer le Fonds de la Zakat, créé il y a 20 ans", a indiqué de son côté le directeur central au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Bouziane.

Il a également souligné que "les wakfs recensés à l'échelle nationale totalisent 11.853 biens".

Ont pris part à cette conférence régionale, le directeur des wakfs, de la zakat et de la Omra, le directeur des études juridiques du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, et les directeurs du secteur des wilayas de l'Est du pays ainsi que le wali de Bordj Bou Arreridj, Mohamed Benmalek.



chef de daïra afin d'accélérer les travaux des commissions pour l'étude des dossiers des demandeurs de logements dans le but d'afficher les listes des bénéficiaires dans les délais fixés.

A signaler que la direction du logement de la wilaya a bénéficié d'un programme de 15.236 logements publics locatifs (LPL) dont 11.333 ont été réceptionnés et 3.903 autres sont en cours de réalisation.

Le wali s'est enquis, à la faveur sa visite, du projet de logement promotionnel aidé (LPA) à haï "Es-salem" qui englobe plus de 300 unités, faisant savoir que les travaux de réalisation de ces projets connaissent un rythme avancé par rapport à l'année précédente.

M. Sayoud a, par ailleurs, visité des chantiers de projets de logements participatifs (ancien programme) à haï "Dahr Cheikh" et haï "Es-salam", exhortant les promoteurs immobiliers quant à l'importance de les parachever en vue de les attribuer à leurs bénéficiaires parmi les souscripteurs.

ONU

La 109^e Conférence internationale du Travail en virtuel à cause du Covid-19

La 109^e session de la Conférence internationale du Travail (CIT) se tiendra, le 20 mai, et pour la première fois de son histoire, de manière virtuelle, en raison des incidences imposées par la pandémie de Coronavirus (Covid-19) qui touche toute la planète depuis 2019, a indiqué l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'autre "disposition exceptionnelle", c'est que la CIT s'ouvrira le 20 mai afin de procéder à l'élection du Bureau de la Conférence et d'en donner le coup d'envoi, a précisé l'OIT dans un communiqué, ajoutant que la Conférence se poursuivra ensuite en deux parties, la première en juin 2021 et la seconde en novembre-décembre de la même année.

La session de juin débutera le 3 juin avec les réunions des commissions de la conférence qui devraient se tenir pendant deux semaines et demi, alors que les travaux en plénière débuteront le 7 juin par une allocation du président de la Confédération suisse.

A cette occasion, le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, ainsi que le président du Conseil d'administration présenteront leurs rapports, qui couvriront deux années et seront suivies par les discours d'ouverture des présidents du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs de



la CIT. Pour ce qui est des questions inscrites à l'ordre du jour de la partie qui se déroulera en juin, elles comprennent "la publication d'un document final à propos de la réponse apportée par l'OIT au Covid-19, le programme et budget de l'OIT pour 2022-2023, la discussion récurrente sur la protection sociale, ainsi que l'examen des rapports sur l'application des normes du

travail durant la pandémie et la discussion des cas par pays qui y sont liés". Intitulé "L'action internationale pour une réponse au Covid-19, centrée sur l'humain", le sommet sur le monde du travail aura lieu les 17 et 18 juin et sera composé de séances d'environ 90 minutes par jour.

Il comportera "une session de haut niveau avec la participation de chefs d'Etat et de gouverne-

ment ainsi qu'une table-ronde avec des représentants tripartites". Parmi les autres événements de la CIT, la même source cite la Journée mondiale contre le travail des enfants, prévue le 10 juin ainsi que le lancement d'un rapport sur le travail des enfants.

Par la suite, elle reprendra en novembre prochain avec un ordre du jour qui comprendra deux sessions thématiques au sein des commissions, l'une portant sur les inégalités et le monde du travail et la seconde sur les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie, alors que la date de clôture de la 109^e session de la CIT est prévue pour le 11 décembre de cette année.

Les travaux de la Conférence pourront être suivis via les pages "La CIT en direct" du site internet de l'OIT qui assurera une couverture en direct des séances plénières.

Le site web comprendra également un blog en direct qui suivra les travaux de façon continue.

BELGIQUE

49 migrants, la plupart vietnamiens, secourus en mer

Les autorités belges ont secouru mercredi matin au large des côtes 49 migrants, la plupart d'origine vietnamienne, qui cherchaient vraisemblablement à rallier l'Angleterre en bateau, a annoncé le parquet de Bruges (nord-ouest).

Ramenés sur le rivage à Zeebruges, "ils étaient en bonne santé, mais certains présentaient de légers signes d'hypothermie", est-il précisé dans un communiqué.

D'après les premiers éléments de l'enquête, l'embarcation pourrait être partie des côtes françaises.

"D'après les premières constatations, on soupçonne que le bateau est parti des côtes françaises, mais l'enquête devra le déterminer", est-il souligné.

La police belge intercepte régulièrement un autre port de Zeebruges des migrants cherchant à franchir la Manche cachés dans des remorques de camions.

Les opérations de sauvetage en mer sont moins fréquentes.

Celle de mercredi a nécessité le déploiement d'un hélicoptère pour repérer le bateau.

Le signalement d'une embarcation en détresse a été reçu peu après 7h00 locales (5h00 GMT), selon le parquet.

"Apparemment, il y avait de l'eau dans le bateau, mais tout le monde était encore à bord", ajoute-t-il.

En octobre 2019, les corps sans vie de 39 migrants vietnamiens avaient été découverts à bord d'une remorque dans la zone industrielle de Grays, à l'Est de Londres.

L'enquête a été établie que les migrants avaient été pris en charge dans le Nord de la France et avaient transité par le port de Zeebruges.

Les victimes étaient mortes d'asphyxie, en raison de la chaleur et du manque d'oxygène dans l'espace clos du conteneur.

Des enquêtes ont été ouvertes en France, en Belgique et au Royaume-Uni, où un procès s'est tenu en 2020 aboutissant à la condamnation de deux figures clés du trafic.

Récemment des migrants vietnamiens étaient hébergés dans un campement de Grande-Synthe, dans le Nord de la France.

Une centaine d'entre eux en avaient été évacués le 6 mai lors d'une opération de "mise à l'abri", a indiqué mercredi la mairie de cette commune proche de Dunkerque.

Les autorités municipales ont précisé que des migrants vietnamiens en route vers l'Angleterre affluent de manière récurrente sur le littoral, dans le cadre de filières organisées qui font d'abord passer ces populations par avion jusqu'à Moscou, avant un acheminement par voies terrestres.

En Belgique, après l'opération de mercredi, une enquête pour trafic d'être humains a été ouverte et confiée notamment à la police judiciaire fédérale de Flandre occidentale.

INDE

89 personnes toujours portées disparues après le passage du cyclone Tauktae

Quatre-vingt-neuf personnes étaient toujours portées disparues et des centaines de milliers d'autres étaient privées d'électricité dans l'ouest de l'Inde, mercredi, après le passage du cyclone Tauktae.

Selon le ministère de la Défense, mercredi, les navires de la Marine ont porté secours à plus de 600 personnes sur des installations pétrolières offshore battues par une mer si démontée que les opérations pour les embarquer à bord des radeaux de sauve-

tage ont été particulièrement périlleuses. En revanche, des avions et des hélicoptères étaient toujours à la recherche de 89 ouvriers disparus dans le naufrage d'un navire de soutien.

Et les personnes d'ores et déjà sauvées ont bien encore "de l'espoir dans les yeux mais elles sont assurément en détresse (...) elles ont été malmenées par la mer pendant plusieurs heures", a déclaré M.K. Jha, chef du commandement occidental de la Marine

indienne sur la chaîne d'information NDTV. Avant même de toucher la terre dans l'Etat du Gujarat, le cyclone avec des rafales atteignant 185 kilomètres/heure et des pluies diluviennes a causé la mort d'une vingtaine de personnes dans l'ouest et le sud de l'Inde.

Sept décès ont été enregistrés, portant mardi le bilan à 33 morts, pour la plupart victimes de l'effondrement de maisons ou de murs, selon le chef du gouvernement du Gujarat, Vijay Rupani.

FRANCE

Un jeune de 17 ans tué par arme blanche près de Paris, après plusieurs cas similaires

Un jeune homme de 17 ans a été tué par arme blanche mardi à Champigny-sur-Marne, près de Paris, et un autre jeune a été interpellé les faits, selon des sources concordantes, après une série de cas similaires.

Le suspect est né en 2005, selon le parquet de Créteil.

Il a été interpellé peu après les faits en Seine-et-Marne, à l'est de la capitale, a indiqué une source policière. Selon une autre source, il vivait dans la même résidence que la victime. Le drame a eu lieu au pied d'un des immeubles de cette résidence. Vers 18h40, "un

témoin a aperçu un groupe de jeunes qui prenaient la fuite et une personne restant au sol", a détaillé l'une des sources policières. La victime a été "mortellement blessée par arme blanche", a-t-elle ajouté, précisant que les "circonstances" des faits "restent à établir". Plusieurs adolescents ont été tués récemment en région parisienne dans des affaires en lien avec les phénomènes de harcèlement en ligne ou d'affrontement entre bandes de jeunes rivales. Vendredi à Ivry-sur-Seine, Marjorie, 17 ans, a été mortellement poignardée par

un adolescent de 14 ans, après une rivalité née sur les réseaux sociaux. Le suspect, qui a reconnu sa participation, a été mis en examen et placé en détention provisoire. Début mars, à Champigny-sur-Marne, une violente rixe, à coups de poings et de couteaux, avait éclaté en pleine rue entre bandes de jeunes de quartiers différents de la ville, et avait fait deux blessés graves.

Mais dans cette affaire, les enquêteurs penchent davantage, à ce stade, pour "un règlement de comptes entre deux personnes" que pour une "rixte entre bandes

de jeunes", a ajouté une des sources policières. "Il semblerait qu'il n'y ait que deux personnes impliquées dans l'incident", a insisté le maire de la ville, Laurent Jeanne. Il a fait part de son sentiment "d'horreur" face à la mort de ce "fils unique" qu'un "massage cardiaque d'une heure" n'a pas pu ramener à la vie.

Le lycéen, scolarisé dans un établissement "sans problème" n'avait "pas de casier judiciaire, ni de problème particulièrement connu", a assuré le maire qui s'est "longuement entretenu" avec les parents.

CÔTE D'IVOIRE

22 personnes condamnées pour traite d'enfants dans le cacao

Vingt-deux personnes ont été condamnées mardi à des peines de prison pour traite d'enfants dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire, a rapporté un responsable de la police.

Cinq personnes ont été condamnées à 20 ans de prison et 17 personnes à 5 ans de prison par le tribunal de Soubré, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, la grande zone de production cacaoyère du pays, a indiqué le commissaire Luc Zaka, sous-directeur de la police criminelle ivoirienne.

Ces condamnations font suite à une opération coup de poing début mai contre la traite d'enfants dans la région de Soubré.

Cette opération, la cinquième de ce type menée depuis 2009, avait mobilisé sur deux jours une centaine

d'hommes des forces de l'ordre (police, gendarmerie, agents des Eaux et forêts). Soixante-huit enfants avaient été recueillis. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao avec plus de 40% du marché.

Cinq à six millions de personnes vivent de l'"or brun" dans ce pays d'Afrique de l'ouest, mais plus de la moitié subsistent sous le seuil de pauvreté, ce qui entraîne des enfants à travailler dans les plantations.

Selon l'enquête NORC de l'Université de Chicago en 2018-19, près de 800.000 enfants travaillent dans le cacao en Côte d'Ivoire.

Les cas de traite d'enfants, des mineurs venant généralement du Burkina Faso ou du Mali voisins, ne concernent cependant que moins de 2.000 enfants, d'après une autre

étude de 2018 par la Fondation Walk Free et l'ONG Vérité.

Quelque 300 personnes ont été condamnées pour trafic d'enfants par la justice ivoirienne entre 2012 et 2020, selon le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS).

Environ 2.000 enfants ont été retirés des plantations de cacao depuis 2019, toujours selon le CNS.

Les pays producteurs de cacao, dont la Côte d'Ivoire, et les multinationales du chocolat sont sous pression sur la question du travail des enfants, les consommateurs occidentaux exigeant de plus en plus le respect de critères éthiques dans les plantations.

TRANSPORT - PANDÉMIE L'ETUSA organise une campagne de sensibilisation contre la Covid-19



L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) organisera mercredi une campagne de sensibilisation contre la propagation du coronavirus, au niveau de ses stations de transport urbain de la capitale, a indiqué mardi l'entreprise dans un communiqué.

Cette campagne inclura la sensibilisation des usagers des bus ETUSA au port de bavettes tout au long de la durée de leur voyage, le rappel des consignes et des gestes barrières ainsi que la distribution de bavettes.

Il s'agira aussi de "rassurer les voyageurs quant à la désinfection des bus", précise la même source.

L'ETUSA prévoit de mener cette campagne au niveau des stations urbaines du 1er Mai, Audin, Place des Martyrs, Kouba, El Harrache, Baraki, Eucalyptus, Bachdjerrah, Ben Aknoun, Chevalley, Sidi Abdallah, Rouiba et Dergana.

OUARGLA Interventions chirurgicales au profit de 30 enfants présentant des malformations congénitales

Pas moins de 30 enfants, âgés de plus de six mois et présentant des malformations congénitales au niveau des appareils digestif, génital et labiale (bec de lièvre), bénéficient d'interventions chirurgicales à l'hôpital Mohamed Boudiaf d'Ouargla, dans le cadre d'un jumelage avec l'établissement Mère-enfant de Constantine, ont indiqué mercredi les organisateurs.

L'initiative, qui a débuté mardi et devant s'étaler sur quatre jours, est menée par un staff médical composé de six (6) spécialistes (chirurgie pédiatrique et anesthésie-réanimation), sous la conduite du Dr. Hichem Choutri de l'hôpital Mère-Enfant de Constantine, a précisé le directeur de l'hôpital Mohamed Boudiaf d'Ouargla, Salah Smail.

Ces interventions, programmées à la suite de consultations approfondies des enfants concernés, visent à corriger les malformations susmentionnées, en plus de rapprocher les prestations médicales spécialisées du citoyen et d'épargner aux malades et leurs parents les déplacements vers des structures sanitaires éloignées, a souligné M.Smail.

L'initiative sera également mise à profit par les praticiens pour un échange de connaissances et d'expériences dans ce domaine médical.

Le programme de jumelage inter-hôpitaux Nord-Sud du pays permet d'assurer des prestations médicales spécialisées, notamment sur les cas de maladies complexes, pour combler le déficit accusé dans certaines spécialités au Sud du pays.

BILAN CORONAVIRUS

203 nouveaux cas, 137 guérisons et 7 décès

Deux cent trois (203) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 137 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 125,896 dont 203 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.395 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 87746 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 7 autres ont connu plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



ACCORD-CADRE ENTRE LE MINISTÈRE ET LE PATRONAT Améliorer le service public

Un accord-cadre de partenariat a été signé, mardi à Alger, entre le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), afin d'améliorer le service public dans le domaine de la santé.

Conclu entre le directeur général des services de santé au ministère de la Santé, Ilyes Rahal et le président de la Commission de la santé à la CAPC, Kamel Soutani, en présence du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid et du président de la CAPC, Mohamed Sami Agli, cet accord-cadre vise à "respecter le droit du citoyen à la protection, à la promotion et à la préservation de sa santé en garantissant des soins de qualité". Le ministre de la Santé a indiqué, à ce titre, que l'accord-cadre de partenariat a, pour objet, "l'amélioration de la performance des structures et des établissements publics de santé en matière d'énergies renouvelables et de moyens de communication" et "l'encouragement de tous types d'investissement dans les structures de la santé dans le cadre du renforcement de la carte sanitaire nationale".

M. Benbouzid a également précisé que cet accord-cadre permettra de



"créer des plateformes" de coopération entre les laboratoires de recherche relevant du secteur de la Santé et des entreprises affiliées à la CAPC, de "garantir" une prise en charge des activités scientifiques et de recherche organisées par son secteur et de "contribuer" à l'amélioration de la formation et au renforcement des métiers de la santé.

Le ministre a, par ailleurs, souligné que la société civile et les opérateurs économiques se sont engagés efficacement au développement de ce secteur, saluant "le rôle majeur" que jouent les entreprises économiques privées dans la démarche du président de la République qui vise à encourager le partenariat public-privé (PPP).

L'objectif de ce partenariat étant, a-t-il dit, de "booster le développement dans tous les secteurs" et de "contribuer à la promotion et l'amélioration de la performance des entreprises publiques", en "offrant l'opportunité aux opérateurs économiques privés pour investir dans ce domaine".

Dans une déclaration à la presse, le Président de la Confédération a mis l'accent sur la nécessité d'impliquer l'opérateur privé dans le secteur de la santé en vue de son développement, indiquant que l'objectif de la Confédération est de "contribuer à l'édification de l'économie, de manière sérieuse, et de défendre les droits des opérateurs économiques dans le domaine de la santé". Plus précis, il

explique que le partenariat conclu traduit "la volonté des Pouvoirs publics d'accompagner les opérateurs économiques" ainsi que leur contribution à "la réussite du développement du secteur de la santé par des projets concernant notamment le développement de la recherche scientifique, des prestations de santé, de la numérisation et de l'énergie renouvelable". Dans le même contexte, M. Agli a évoqué le rôle de l'opérateur économique dans l'amélioration du rendement de l'infrastructure des Etablissements hospitaliers publics (EHP), particulièrement dans le domaine des énergies renouvelables et les moyens de communication, la contribution à l'amélioration des programmes de formation et d'appui aux métiers de la santé, ainsi que le soutien aux activités scientifiques et de recherche.

De son côté, M. Rahal a souligné l'importance de cet accord qui débouchera, a-t-il dit, sur plusieurs autres accords, d'autant plus que le patronat accompagnera les hôpitaux publics en vue de leur développement, notamment en management, rappelant que le secteur privé est un élément efficace dans le système de santé.

HÔPITAL DE DEBDEB D'ILLIZI Don Sonatrach-Equinor de 2 appareils d'hémodialyse

La société nationale des hydrocarbures, Sonatrach et son partenaire norvégien Equinor, ont fait un don de deux (2) appareils d'hémodialyse à l'hôpital de Debdeb (Illizi), a indiqué mardi Sonatrach dans un communiqué. "Dans le cadre de la responsabilité sociale de Sonatrach et de son partenaire Equinor, un don de deux (2) appareils d'hémodialyse a été effectué au profit de l'établissement public de santé de proximité de la localité de Debdeb dans la wilaya d'illizi", a précisé la même source.

Réceptionnés début mai courant, ces appareils médicaux permettront de "soulager tous les malades souffrant d'insuffisance rénale de cette région



enclavée du Sud, qui n'auront plus à faire le long déplacement vers le chef-lieu de la wilaya d'illizi pour être dialysés", explique Sonatrach.

Le communiqué a, par ailleurs, rappelé que Sonatrach avait initié, durant l'année 2020, deux actions de solidarité en faveur des établissements scolaires de cette région consistant en chauffe-eaux solaires et matériel informatique avec connexion Internet.

Ce don contribue à "améliorer la qualité des prestations scolaires offertes aux élèves de Debdeb et leur ouvrira des perspectives en matière de maîtrise des TIC", a-t-on souligné de même source.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

INDE

4.529 décès en 24 heures,
un nouveau record

L'Inde a enregistré mercredi un nouveau record de 4.529 décès dus au Covid-19 en 24 heures, toujours sous l'effet d'une violente deuxième vague épidémique, tandis que le nombre de nouvelles contaminations tendait à diminuer.

Le nombre de décès quotidiens dus à la maladie s'est alourdi ces derniers jours, au fur et à mesure que le virus se propageait dans les campagnes indiennes aux infrastructures sanitaires inexistantes ou dépourvues de l'essentiel.

Depuis le début, la pandémie a causé 283.248 morts dans le vaste pays de 1,3 milliard d'habitants, derrière les Etats-Unis (plus de 600.000 morts) et le Brésil (environ 440.000 morts).

Quelque 267.334 nouvelles contaminations ont été recensées ces dernières 24 heures, portant le nombre total depuis le début de la crise du Covid à 25,5 millions, plaçant l'Inde au deuxième



rang des pays les plus contaminés, derrière les Etats-Unis.

Au rythme actuel, l'Inde pourrait passer au premier

rang dès juin. Une deuxième vague de Covid-19 particulièrement virulente ravage l'Inde depuis six semaines, provo-

quant des pénuries d'oxygène et de médicaments essentiels dans les établissements hospitaliers saturés de malades.

Depuis le début du mois d'avril, le nombre de contaminations a doublé et plus de 100.000 personnes ont été emportées.

Les autorités indiennes signalent que le nombre de contaminations quotidiennes, qui se maintient en dessous de 300.000 depuis trois jours consécutifs, permet un soupçon d'optimisme.

"La courbe de la pandémie se stabilise", selon V.K.

Paul, chef du groupe de travail gouvernemental dédié au Covid-19.

ARGENTINE

Record de décès et de contaminations
au Covid-19 en 24 heures

L'Argentine a enregistré mardi son plus grand nombre de nouveaux cas de contamination au Covid-19 (35.543) et de décès (745) en 24 heures depuis le début de l'épidémie de coronavirus, ont annoncé les autorités.

Au total, l'Argentine a enregistré 3.371.508 cas de Covid-19 et 71.771 décès, pour une population de quelque 45 millions d'habitants.

"Ne baissons pas les bras, nous savons que nous traversons des temps

difficiles", a déclaré mardi le président argentin Alberto Fernandez lors d'une cérémonie publique, en référence à ces chiffres record.

Il a promis d'accélérer le programme de vaccinations en cours, qui a permis à quelque 8,1 millions de personnes de recevoir au moins une dose de vaccin, et fait appel à la "conscience" de ses compatriotes pour respecter les règles de distanciation et éviter les déplacements. Pour éviter l'effondre-

ment du système de santé, au moment où le taux d'occupation en soins intensifs dépasse les 76% à Buenos Aires et les 72% dans le pays, le gouvernement a cherché à imposer de nouvelles restrictions.

Il a ainsi ordonné la fermeture des écoles à Buenos Aires le mois dernier, mais les autorités de la ville s'y sont refusées, obtenant devant la Cour suprême la suspension de cette mesure.

VACCIN

1,5 milliard de doses de vaccins administrées
dans le monde

Plus d'un milliard et demi de doses de vaccin anti-Covid ont été administrées dans le monde, six mois après le début des premières campagnes de vaccination, selon un bilan annoncé mardi par des sources officielles.

Au moins 1.500.017.337 doses ont été injectées dans 210 pays ou territoires, selon ce bilan réalisé à partir de sources officielles. Près de 60% de ce total ont été administrés dans trois pays: la Chine (421,9 millions), les Etats-Unis (274,4 millions) et l'Inde (184,4 millions).

Au Royaume-Uni (54% de la population a reçu au moins une dose), au Bahreïn (50%), aux Etats-Unis (48%), au

Chili (47%) et l'Uruguay (40%).

Dans l'Union européenne, plus de 200 millions de doses ont été administrées à 32% de la population, selon des médias. Loin derrière Malte (65% de la population a reçu au moins une dose) et la Hongrie (49%), champions des 27, les pays les plus peuplés de l'UE gravitent autour de la moyenne européenne: Allemagne (37%), France (31%), Italie (32%) et Espagne (33%).

Chaque jour de la semaine écoulée, 3,9 millions de doses ont été injectées en moyenne dans l'UE. Au total, près de 14% des 1,5 milliard de doses injectées dans le monde l'ont été dans l'UE, qui

concentre moins de 6% de la population mondiale.

Alors que la 500 millionième dose dans le monde avait été administrée au bout de quatre mois de campagnes vaccinales le 25 mars, il a fallu moins d'un mois pour doubler ce total, puis un peu plus de trois semaines pour atteindre le milliard et demi d'injections réalisées.

Onze pays ne vaccinent pas encore: six en Afrique (Tanzanie, Burkina Faso, Tchad, Burundi, Centrafrique, Erythrée), deux en Océanie (Vanuatu, Kiribati), deux en Asie (Corée du Nord, Turkménistan) et un dans les Caraïbes (Haïti).

UNION EUROPÉENNE

Le pass sanitaire "en principe" entre en vigueur le
26 juin dans l'Europe entière" (responsable français)

Le secrétaire d'Etat chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, Jean-Baptiste Lemoine, a évoqué mercredi le 26 juin comme date "en principe" pour l'entrée en vigueur du pass sanitaire dans toute l'Europe.

"Le certificat vert numérique verra le jour au mois de juin et entrera en vigueur en principe le 26 juin pour l'Europe entière", a déclaré le secrétaire d'Etat au micro de Sud Radio, alors que le Sénat français vient d'adopter cet outil visant notamment à faciliter les déplacements et relancer le tourisme inter-européen.

Depuis le début de la crise sanitaire, la France a vu le nombre de nuitées chuter

de près de 50% au même titre que les recettes internationales touristiques, dont le manque à gagner frôle les "30 milliards d'euros", a expliqué M. Lemoine. Pour remédier à une telle situation, le gouvernement mise sur la période estivale avec le lancement prochainement d'une grande campagne de promotion vantant les atouts touristiques de la France pour un coût de dix millions d'euros, a expliqué le même responsable.

Cette campagne sera déployée dans dix pays européens, parmi les principaux pourvoyeurs de touristes, a-t-il ajouté. Mais pas qu'à l'étranger, l'Exécutif table également sur un "été bleu-blanc-rouge" à travers la promotion

du pays auprès des Français avec le slogan "je redécouvre la France", a-t-il indiqué.

L'Union européenne avait lancé, le 10 mai, une phase de tests pour son certificat vert numérique de sorte à ce qu'il soit opérationnel en juin. Selon la Commission européenne, ce "certificat vert numérique" fait l'objet de négociations entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE pour finaliser ses contours. Les deux premiers pays de l'UE à tester ce passeport sanitaire sont la France et Malte. Cette phase de tests vise à vérifier la capacité des Etats membres à se connecter au système de "passerelle" permettant de garantir l'interopérabilité du document à l'échelle de l'UE.

FRANCE

Le gouvernement
"espère" la fin du port
du masque en
extérieur cet été"

Le gouvernement "espère fortement" que les Français ne soient plus obligés de porter le masque en extérieur cet "été", a souligné mercredi son porte-parole Gabriel Attal, au moment où commerces et terrasses de cafés et restaurants rouvrent. Alors que le président Emmanuel Macron et son Premier ministre Jean Castex ont pris mercredi matin, sans masques, un café en terrasse près de l'Élysée devant les caméras de télévision, Gabriel Attal a estimé sur BFMTV et RMC que ne plus le porter en extérieur, "c'est évidemment le sens de l'histoire et de la vaccination de plus en plus de Français".

"Passera-t-on donc en France un été sans masque? On l'espère, fortement", a-t-il répondu, en souhaitant que les indicateurs de l'épidémie de Covid-19 "continuent à s'améliorer" pour l'autoriser. "Si ça continue à s'améliorer, probablement que, à l'été, ce sera possible.

Dans ce cas, "évidemment qu'on considérera que c'est raisonnable et responsable de dire qu'on peut retirer son masque en extérieur. On le fera, car tout le monde en a marre du masque", a-t-il ajouté. Le ministre de la Santé Olivier Véran avait estimé lu mardi que la France allait "bientôt" arriver à un point où le masque ne sera plus obligatoire en extérieur, sans toutefois donner de date. La France a fortement accéléré sa campagne de vaccination ces dernières semaines, mais reste en dessous de la moyenne européenne. Mardi, 30 millions de doses de vaccin avaient été administrées à 21 millions de personnes, soit 31% de la population française, selon le ministère de la Santé. 13,5% de la population est complètement vaccinée.

VACCINS ANTI-COVID
L'industrie
pharmaceutique
appelle à partager
les doses

Les principales organisations de l'industrie pharmaceutique ont exhorté mercredi à "intensifier un partage responsable des doses" de vaccins contre le Covid-19 dans le monde, estimant que la production sera suffisante pour "vacciner la population adulte mondiale" d'ici la fin de l'année.

"Actuellement, les vaccins contre le Covid-19 n'atteignent pas équitablement toutes les populations prioritaires dans le monde.

Les fabricants, les gouvernements et les ONG doivent travailler ensemble pour prendre des mesures urgentes afin d'agir davantage sur cette inégalité", ont estimé mercredi dans un communiqué commun les principales associations professionnelles du secteur basées en Europe et aux Etats-Unis (IFPMA, PhRMA, EFPIA, ABPI, Vaccines Europe, BIO, ICGBA).

Ces associations estiment que 11 milliards de doses de vaccins pourront être produites d'ici la fin 2021, contre 2,2 milliards à la fin mai, un nombre suffisant pour "vacciner la population adulte mondiale". Pour "intensifier un partage responsable des doses", ce lobby pharmaceutique encourage notamment les gouvernements bien dotés en vaccins à partager "une part significative de leurs doses" via le dispositif Covax, destiné à approvisionner les pays défavorisés.

Pour accélérer la production de vaccins, les "barrières commerciales" sur les "matières premières, les matières essentielles à la fabrication" doivent être "éliminées", et les déplacements d'une "main d'oeuvre qualifiée" prioritaires, réclament également ces organisations.

Les vaccins anti-Covid continuent à faire cruellement défaut faute de production suffisante, et le système international Covax, mis en place par l'Alliance du vaccin et la Cepi (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies) pour tenter d'éviter que les pays riches ne s'accaparent l'essentiel des précieuses doses, est loin d'atteindre ses objectifs. Il devait assurer une immunisation de 20% des populations des pays participants d'ici la fin de l'année, mais en juin, il manquera approximativement 190 millions de doses à ce système. L'objectif des 20% "est en danger", avait mis en garde le docteur Bruce Aylward, chargé du dossier Covax à l'OMS lundi.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES TOUT POUR LES ÉVITER!

Maux de ventre, diarrhées, vomissements, fièvre, fatigue intense... L'intoxication alimentaire peut nous mettre KO en un rien de temps. Pour éviter bien des désagréments, il faut donc être vigilant.

Une infection alimentaire, c'est le plus souvent banal. Mais elles sont quand même responsables de 10 000 à 20 000 hospitalisations par an. Et elles sont parfois collectives. En 2012, 1 288 foyers de toxico-infections alimentaires collectives (Tiac) ont été déclarés en France, affectant 10 258 personnes dont 6 sont décédées.

« On parle de foyer quand au moins deux personnes, parfois beaucoup plus, sont rattachées à une même cause alimentaire. Leur déclaration est obligatoire, mais elles restent sous-estimées, car il est souvent difficile d'établir un lien entre plusieurs cas, souligne le Dr Mathieu Tourdjman, médecin épidémiologiste à l'InVS (Institut de Veille Sanitaire). L'InVS surveille 17 maladies d'origine alimentaire et contribue aux enquêtes permettant d'identifier les aliments contaminés. Même si la sécurité alimentaire n'a jamais été aussi bonne, nous devons tous rester vigilants. »

Escherichia coli, shigelles, salmonelles, campylobacter... Plusieurs centaines de bactéries peuvent être en cause, il n'est pas toujours possible de les identifier. Heureusement, les conséquences se limitent le plus souvent à des symptômes digestifs qui guérissent en 3 à 7 jours. « En été, les infections alimentaires sont rarement d'origine virale, contrairement à l'hiver où ce sont les épidémies de gastro-entérites virales qui dominent », remarque le Dr Mathieu Tourdjman.

La listéria est une bactérie qui se transmet surtout par l'ingestion d'aliments contaminés et peut provoquer la listériose, une maladie rare (moins de 400 cas par an en France) mais grave, qui nécessite presque toujours une hospitalisation. Les symptômes les plus cour-

ants, fièvre et maux de tête, peuvent se déclarer jusqu'à huit semaines après l'ingestion. Les personnes âgées ou immunodéprimées et les femmes enceintes doivent y être particulièrement attentives. L'infection peut se transmettre au fœtus avec des risques pour la grossesse et le nouveau-né. Elle se traite par antibiotiques.

Un risque accru avec les fromages au lait cru

Les salmonelles sont des bactéries présentes dans l'intestin des animaux et qui résistent au froid. Ainsi, les aliments crus sont le plus fréquemment contaminés. Les salmonelles provoquent des gastro-entérites « algues » (diarrhées, vomissements, fièvre, maux de tête) en moyenne 12 à 36 heures après la contamination, parfois une déshydratation sévère chez les personnes fragiles.

Moins graves que la listériose, ces infections sont en revanche beaucoup plus fréquentes. On recense environ 10 000 cas par an, un chiffre en baisse grâce à l'amélioration des contrôles tout au long de la chaîne alimentaire.

Les précautions à prendre au quotidien

« Bien gérer la conservation au réfrigérateur, surtout en été. Attention aussi aux barbecues et aux viandes pas assez cuites, aux dates limites de consommation, aux « restes » gardés trop longtemps (oués mayo). »

- Nettoyer régulièrement ses mains et les ustensiles et plans de travail, surtout après un contact avec des aliments crus.

- Respecter la chaîne du froid : aucun aliment n'est absolument stérile, mais les bactéries ne sont



dangereuses qu'à partir d'un certain seuil. Pour limiter leur prolifération, utiliser un sac isotherme pour les courses de produits réfrigérés et surgelés et les ranger le plus vite possible dans le frigo ou le congélateur. Vérifier que la zone froide du frigo (en haut ou en bas) est à 4°C maximum. Laver les fruits et légumes avant de les ranger. Stocker à part le cru (légumes, viandes) et le cuit.

La plupart des bactéries étant détruites à plus de 65°C, cela évite les contaminations croisées par les aliments crus. Laver le frigo au moins une à deux fois par mois à l'eau javellisée. Essuyer immédiatement toutes les coulures (viande, lait, etc.). Ne jamais recongeler un produit décongelé, cela favorise la prolifération des bactéries.

Éviter les aliments les plus à risque (fromages au lait cru, poissons fumés, charcuterie...) si on est fragile.

Laver soigneusement les légumes crus et les herbes.

Les traitements efficaces contre l'intoxication

Il faut surtout se réhydrater avec des boissons sucrées et salées (soda, bouillons), ou des solutés de réhydratation (Alhydrate, Adiaril...) pour les bébés et les jeunes enfants.

Privilégier des aliments comme le riz, les carottes cuites, les compotes cuites, les bananes, éviter viande, fruits et légumes crus, jus de fruits, laitages... « Les ralentisseurs de transit (modium) et les antispasmodiques intestinaux (Ercifryl) ne sont plus conseillés. Je pres-

cris parfois des pansements digestifs (Smecta) et en cas de fièvre des antipyrétiques. Seules certaines infections bactériennes nécessitent des antibiotiques », explique le Dr Alexandre Attia, médecin généraliste à St Gratien (95).

« En cas de fièvre importante pendant plus de 24 à 48 heures, de diarrhées surtout s'il y a du sang, de maux de tête importants, il faut consulter sans tarder.

Un examen de selles (coproculture) permettra d'identifier le germe et de traiter en conséquence », précise le Dr Alexandre Attia. Il faut aussi surveiller les signes de déshydratation, en particulier chez les personnes âgées et les bébés : langue et muqueuses sèches, diminution de la quantité d'urines, et perte de poids chez les bébés.

LES RECOMMANDATIONS...

Elles sont en augmentation... Selon l'Institut de veille sanitaire (InVS), le nombre d'intoxications alimentaires est en augmentation depuis 2003. En 2009, par exemple, on a recensé 1 255 foyers de toxico-infections alimentaires collectives, qui ont touché 13 905 personnes et causé 9 décès. Salmonelles et staphylocoques dorés figurent parmi les principaux germes responsables. Ces accidents seraient causés par l'utilisation d'équipements mal entretenus ou inadaptés en restauration collective ou la rupture de la chaîne du froid.

Un souci après le resto ? Si une intoxication alimentaire survient après un repas au restaurant, alertez la Direction

des services vétérinaires (DSV) du département ou la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Ces deux organismes contrôleront alors l'établissement et prendront les mesures qui s'imposent.

- www.ante-animal.eu/index.php?controller=geoloc
- www.dgcrf.bercy.gouv.fr/contact_s.htm

5 conseils pour les voyageurs
Un voyageur sur trois attrape la turista. Des règles simples permettent de prévenir tout risque de contamination.

Ne pas se restaurer n'importe où et fuir les endroits dont l'hy-

giène laisse à désirer.
Utiliser une solution hydroalcoolique (type Assanis®) si on ne peut pas se laver les mains avant et après le repas.

Ne pas boire l'eau du robinet dans les pays exotiques. Éviter les glaces, les crudités et les fruits déjà pelés, se méfier des crèmes, glaces, sorbets, mayonnaises, viandes et poissons crus. Gare aux buffets servis dans les hôtels, où les aliments restent longtemps à température ambiante !

Emporter une boîte de Smecta® et des solutions de réhydratation dans ses valises.

Faire une cure de probiotiques une semaine avant le départ et deux semaines après le retour. Ils diminuent le risque de turista.



Un étudiant de 20 ans décède après avoir mangé des spaghettis vieux de 5 jours

Un étudiant belge a succombé à une intoxication alimentaire fulgurante après avoir mangé des spaghettis vieux de 5 jours. L'affaire date d'octobre 2008 mais c'est tout récemment que le YouTuber américain Chubbyemu (qui est aussi médecin et qui compte plus d'un million d'abonnés sur la plateforme) a décidé de le populariser : dans une vidéo mise en ligne, il revient sur le cas d'un étudiant belge, décédé après avoir mangé des spaghettis vieux de 5 jours.

Ça semble incroyable, c'est pourtant vrai. Retour en arrière : âgé de 20 ans, le Bruxellois laisse un bol de spaghettis sauce tomate pendant cinq jours dans sa cuisine à température ambiante. Un soir, en rentrant des cours, le jeune homme décide de réchauffer son plat au micro-ondes, le mange et part à sa séance de sport. Une demi-heure plus tard, il rentre chez lui en catastrophe et commence à souffrir d'intenses maux de tête, de douleurs abdominales, de nausées, de diarrhées et de vomissements. Il a été retrouvé sans vie dans son lit par ses parents vers 11 heures du matin, le lendemain : l'autopsie a révélé l'heure de la mort, qui est survenue vers 4 heures du matin, soit environ 10 heures après l'intoxication alimentaire.

INTOXICATION ALIMENTAIRE PAR BACILLUS CEREUS
L'autopsie a également révélé une nécrose hépatique, une congestion vasculaire pulmonaire importante (probablement liée à une insuffisance cardiaque aigüe) et une nécrose significative de toutes les couches du côlon.

« Elle n'a toutefois pas permis de déterminer la cause exacte du décès, car l'interprétation des résultats était très difficile en raison du retard (5 jours) de l'autopsie » rapportent les auteurs de l'étude. Le cas de cet étudiant bruxellois a en effet fait l'objet d'une étude scientifique publiée par l'Institut national américain pour l'information biologique moléculaire (NCBI).

Dernière info : la bactérie *Bacillus cereus* (responsable de l'intoxication alimentaire) a été retrouvée dans les pâtes... mais pas dans la sauce tomate. Moralité : méfiez-vous de vos restes.

informatique.fr

INTOXICATIONS

QUELS SONT LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT INQUIÉTER ?

Huîtres, poisson cru, fromages au lait cru... de nombreux produits de fêtes peuvent entraîner l'apparition d'une intoxication alimentaire. Les signes d'alerte.

Une intoxication alimentaire, kézako ? Lorsqu'une personne ingère un aliment (ou une boisson) contaminé par une bactérie ou une toxine, on parle d'intoxication alimentaire. Généralement bénigne, l'intoxication alimentaire se caractérise par des symptômes qui résultent (le plus souvent) d'une inflammation du tube digestif : provoquée par l'organisme, cette réaction inflammatoire est un moyen de défense contre l'agent pathogène - il peut notamment s'agir d'un staphylocoque ou d'une salmonelle.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES D'UNE INTOXICATION ALIMENTAIRE ?

Attention : les périodes d'incubation sont différentes en fonction de l'origine de l'intoxication alimentaire. En effet, si certaines intoxications alimentaires produisent des symptômes en l'espace de 30 minutes, la majorité se déclenchent au bout de 12 à 48 heures.

Les symptômes d'une intoxication alimentaire sont : Des nausées et des vomissements, Des douleurs abdominales (maux de ventre), De la diarrhée, De la faiblesse physique et une fatigue inhabituelle, Plus rarement : de la fièvre et des frissons, des selles contenant du



sang, des douleurs musculaires. Les aliments les plus fréquemment responsables d'intoxications alimentaires sont : les fruits de mer (crevettes, huîtres...), les produits laitiers (fromage, yaourts, fromage blanc...), la charcuterie (saucisson...), les champignons, ou encore les fruits et légumes non-lavés.

Attention : il n'est pas toujours possible d'identifier un aliment (ou une boisson) contaminé par une toxine ou par une bactérie - le goût, l'aspect et l'odeur peuvent rester les mêmes !

Dans l'immense majorité des cas, les symptômes de l'intoxication alimentaire se calment au bout d'1 à 3 jours et la personne est totalement rétablie en une semaine. Toutefois, il est nécessaire de consulter au plus vite si : Il y a des symptômes de déshydratation : soif, bouche sèche, yeux cernés, urine de faible volume...

Les liquides ne "passent" pas : la personne ne peut pas boire d'eau sans vomir, par exemple. La personne est enceinte, âgée de plus de 65 ans, atteinte d'une

maladie chronique (diabète, troubles de la thyroïde) ou s'il s'agit d'un bébé.

Vigilance sur le cru : la consommation de viandes ou de poissons crus, ou de produits laitiers au lait cru, est fortement déconseillée aux enfants, aux femmes enceintes et aux personnes immunodéprimées. En cuisine, veillez à avoir une planche pour les viandes et poissons crus et une autre pour les aliments cuits et les produits propres. Et utilisez toujours des plats propres une fois que vos aliments sont cuits.

LES TORCHONS PEUVENT ÊTRE À L'ORIGINE D'INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Selon une étude, l'usage répété et multiple des torchons de cuisine en fait un nid à bactéries. Il peut ainsi être responsable d'intoxications alimentaires.

Les torchons de cuisine, responsables d'intoxications alimentaires? C'est le résultat auquel ont abouti des chercheurs de l'Université de l'île Maurice. Ils ont présenté leur étude lors du congrès annuel de l'American Society of Microbiology (Société Américaine de Microbiologie) qui se déroule du 7 au 11 juin 2018. Pour arriver à cette conclusion, ils ont analysé un échantillon de 100 torchons utilisés pendant un mois. Résultat, 49 d'entre eux étaient porteurs de bactéries comme le rapporte la BBC. Après analyse, les bactéries prélevées, ils ont retrouvé sur 36,2% des tissus contaminés des traces de bactéries coliformes, dont fait partie E.coli. Pour une autre part de 36,7% il s'agissait de bactéries entérocoques et dans 14,3% des cas, ils ont constaté la présence de staphylocoques dorés.

CHANGER FRÉQUEMMENT TORCHONS ET ÉPONGES, ET BIEN LES LAISSER SÉCHER

Selon les chercheurs, les bactéries coliformes et les staphylocoques avaient "un taux de prévalence significativement plus élevé" dans les foyers où



l'on mange de la viande. Également, plus la famille était nombreuse, plus il y avait d'enfants et plus la quantité de bactéries était élevée.

Les scientifiques ont affirmé que les torchons, ainsi infectés, pouvaient être à l'origine d'intoxications alimentaires. Un usage multiple augmente les risques de contamination croisée. Un même torchon utilisé pour sécher la vaisselle,

les mains et nettoyer le plan de travail sera plus susceptible de vous contaminer.

Pour éviter ces risques au maximum il est recommandé de changer fréquemment vos torchons et éponges et de bien les laisser sécher entre chaque utilisation. L'utilisation de serviettes en papier jetables est également préconisée comme une option.

RWANDA- FRANCE Macron annonce qu'il ira au Rwanda fin mai pour "écrire une nouvelle page"

Le président français Emmanuel Macron a annoncé mardi qu'il se rendrait "au Rwanda à la fin du mois de mai", et avoir "à coeur" avec le président Paul Kagame "d'écrire une nouvelle page de la relation" entre la France et le Rwanda.

Cette annonce intervient au lendemain d'une déclaration du président rwandais estimant que les deux pays avaient "désormais de bonnes bases sur lesquelles créer une bonne relation", après un rapport d'historiens français concluant à des "responsabilités accablantes" de Paris dans le génocide des Tutsi en 1994.

Le déplacement du président français portera sur des thématiques "à la fois politique, mémorielle mais aussi économique et sanitaire", a-t-il déclaré devant la presse, et à l'issue d'un sommet sur les économies africaines où M. Kagame était présent.

Interrogé sur d'éventuelles excuses que pourrait faire la France, à l'instar de la Belgique quelques années après le génocide, le président français s'est refusé à préciser ce qu'il comptait déclarer aux Rwandais. "Ce que j'aurai à dire, je le dirai à ce moment-là", a-t-il répondu.

Lundi, M. Kagame a estimé dans un entretien en France 24 et RFI que la décision revenait sur ce point à Paris, tout en soulignant qu'il "apprécierait" le geste.

La question du rôle de la France avant, pendant et après le génocide des Tutsi du Rwanda, a été un sujet brûlant pendant des années et a même conduit à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009.

En mars, le rapport Duclert a conclu aux "responsabilités lourdes et accablantes" et à l'"aveuglement" du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de son entourage face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris.

"Je peux m'accommoder" des conclusions du rapport, qui a écarté la "complicité" de la France, a commenté lundi M. Kagame. Le président rwandais, qui dirigeait en 1994 la rébellion tutsi qui mit fin au génocide, a longtemps accusé Paris d'en être "complice". Le génocide a fait plus de 800.000 morts, essentiellement au sein de la minorité tutsi, entre avril et juillet 1994.

CÔTE D'IVOIRE Guillaume Soro jugé par contumace pour "complot"

L'ex-Premier ministre ivoirien et ancien chef rebelle, Guillaume Soro, est jugé par contumace à partir de mercredi à Abidjan avec une vingtaine de ses partisans pour une tentative présumée de "complot" visant à renverser le pouvoir fin 2019, rapportent des médias.

Selon le parquet ivoirien, l'ex-président de l'Assemblée nationale (2012-19), qui vit en exil à l'étranger depuis deux ans, aurait fomenté une "insurrection civile et militaire" lors de son retour - finalement avorté - en Côte d'Ivoire en décembre 2019, dix mois avant l'élection présidentielle.

Guillaume Soro, 49 ans, est accusé de "complot", "tentative d'atteinte contre l'autorité de l'Etat" ainsi que de "diffusion et publication de nouvelles fausses jetant le discrédit sur les institutions et leur fonctionnement, ayant entraîné une atteinte au moral des populations", selon l'ordonnance de renvoi



devant le tribunal criminel d'Abidjan (équivalent de la cour d'assises), reprise par des médias.

Dix-neuf de ses partisans sont poursuivis pour les mêmes charges, dont deux de ses frères, l'ancien ministre et député Alain Lobognon, considéré comme son bras droit,

LIBYE La Manul dément avoir publié une copie de la nouvelle plateforme constitutionnelle

Le Bureau d'information de la Mission d'appui des Nations-unies en Libye (Manul) a démenti, mardi, avoir publié une copie de la nouvelle plateforme constitutionnelle pour les prochaines élections, soulignant que "celle qui circule sur les réseaux sociaux est erronée".

"La copie de la nouvelle plateforme constitutionnelle qui circule sur les réseaux sociaux est erronée et n'émane pas du Comité juridique", a indiqué le Bureau d'information de la Manul dans un communiqué.

"Les auteurs de cette publication cherchent à semer la zizanie parmi les Libyens", a noté la Manul, notant que "seuls les documents publiés sur le site et la page Facebook de la Manul qui font foi".

L'envoyé spécial du SG de l'ONU pour la Libye, Jan Kubis, a transmis récemment sa proposition en faveur d'une nouvelle plateforme constitutionnelle pour les



prochaines élections au Forum de dialogue politique en Libye (FDPL), a écrit la

Manul sur son site, précisant que "M. Kubis convoquera bientôt une session plénière

virtuelle du FDPL après Aid al-Fitr pour discuter et débiter de la proposition".

L'envoyé spécial d'Antonio Guterres en Libye a appelé au début du mois en cours les membres du FDPL "à faire preuve de responsabilité et mettre l'intérêt des Libyens et des générations futures au-delà de toute considération".

La nouvelle plateforme constitutionnelle a pour objectif d'encadrer les prochaines élections générales prévues le 24 décembre de l'année en cours et le référendum sur la nouvelle constitution dont la date n'est pas encore arrêtée.

MALI Poursuite des consultations pour former un nouveau gouvernement

Le Premier ministre malien Moctar Ouane, reconduit dans ses fonctions, poursuit les consultations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, rapportent mercredi des médias locaux.

Le Premier ministre a reçu une délégation de l'ancienne majorité et de la société civile.

Le mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) au Mali, a refusé de participer à la formation du prochain gouvernement.

Mais, l'Union pour la République et la démocratie (URD), principal parti du M5, a annoncé au PM "sa ferme volonté de l'accompagner dans la formation de la nouvelle équipe.

L'URD a souhaité la mise en place d'un gouvernement

inclusif avant de se déclarer disponible pour la suite des événements.

Plusieurs autres regroupements politiques ont marqué, après la rencontre avec le Premier ministre, leur accord pour faire partie du gouvernement d'ouverture.

Le PM et le président de transition, Bah N'Daw, souhaitent également l'entrée de plusieurs personnalités de la société civile dans la nouvelle équipe.

Vendredi dernier, le PM a présenté sa démission et celle de son gouvernement et a été chargé de former un nouveau gouvernement, plus inclusif et faisant plus de place à la classe politique.

Sa démission est intervenue après une série de rencontres initiées par le président Bah N'Daw en vue de

"renouer" le dialogue politique et social entre les autorités de la transition et les représentants des partis politiques et de la société civile.

Elle intervient également à la fin de la mission de suivi de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) dimanche 9 mai.

L'ancien président nigérian Goodluck Jonathan et sa délégation ont, pendant

quatre jours, rencontré notamment les autorités maliennes, la classe politique et la société civile pour évaluer le chemin parcouru depuis août dernier. Un délai de 18 mois avait été fixé, en août 2020, pour l'organisation des présidentielles et des législatives. La mission de la Cédéao avait pour fonction de s'assurer que toutes les parties étaient disposées à respecter ce délai.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Nouvel assassinat d'un responsable musulman à Beni

Un responsable musulman a été tué par balles mardi soir à Beni, deuxième assassinat du genre depuis mai dans une région de l'est de la République démocratique du Congo où un groupe "islamiste" est accusé du massacre de milliers de civils depuis 2014.

"Je confirme que Cheikh Moussa Djamali a été fusillé alors qu'il revenait de la prière vespérale (du soir). Une personne non identifiée a tiré sur lui et s'est éclipse dans la nature", a déclaré l'administrateur (maire) du territoire de Beni, Donat Kibuana. "Cheikh Moussa Djamali, de la mosquée de Mavivi, a été tué à son retour en sortant de la prière du soir", a confirmé le représentant de la Communauté islamique du Congo (Comico) pour la ville de Beni, Cheik Mustapha Machongani. La victime était le responsable de la mosquée de Mavivi, à 10 km de Beni, non loin de l'aéroport de cette ville et de la principale base de la mission onusienne (Monusco) dans la zone. Le 1er mai, un autre responsable musulman local, imam dans la grande mosquée de la ville, avait été tué dans les mêmes circonstances. "C'est le même mode opératoire qu'avec Cheikh Aliamini tué début mai, le tireur a vise la tête", a souligné le représentant de la Comico. Plus d'un millier de civils ont été massacrés en territoire de Beni (province du Nord-Kivu) rien que depuis novembre 2019. Les tueries sont attribuées par les autorités au groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF), une rébellion ougandaise qui a pris souche depuis des années en RDC, et qui s'illustre par ces violences meurtrières contre les civils. Le 11 mars, les Etats-unis ont placé les ADF parmi les "groupes terroristes" affiliés aux jihadistes de l'Etat islamique (EI). Le 6 mai, le président congolais Félix Tshisekedi a placé les provinces du Nord-Kivu (est) et de l'Ituri (nord-est) sous le régime de l'état de siège pour tenter de mettre fin aux massacres des civils par des présumés ADF notamment.

AGRESSIONS SIONISTES EN PALESTINE

219 morts dont 63 enfants et 1.530 blessés

Au moins 219 Palestiniens, dont 63 enfants ont été tués et 1.530 autres blessés dans les attaques sionistes en cours contre la bande de Ghaza, a annoncé mercredi, le ministère palestinien de la santé dans un nouveau bilan.

Dans un rapport, repris par l'agence palestinienne de presse Wafa, le département palestinien de la santé a également fait état de 36 femmes et 16 personnes âgées, parmi les Palestiniens tués lors de la série de raids sionistes ciblant les civils. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU) au moins, 52.000 Palestiniens ont été déplacés en raison des attaques israéliennes contre Ghaza, prenant refuge dans des écoles gérées par l'organisation dans l'enclave.

Depuis le 13 avril dernier, la situation dans les territoires palestiniens a explosé à la suite des attaques brutales commises par la police de l'occupation et les colons à Al Qods occupée, en particulier contre la Mosquée Al-Aqsa et ses environs, et également le quartier Sheikh Jarrah (centre).



Deux millions de Palestiniens vivent dans la bande de Ghaza, soumise à un blocus israélien punitif et paralysant pendant 12 ans, outre des assauts répétés qui ont gravement endommagé une grande partie des infrastructures de l'enclave palestinienne qui reste un territoire occupé, n'ayant aucun contrôle sur ses frontières, ses eaux

territoriales ou encore son espace aérien. Depuis le 13 avril dernier, la situation dans les territoires palestiniens a explosé à la suite des attaques brutales commises par la police de l'occupation et les colons à Al Qods occupée, en particulier contre la Mosquée Al-Aqsa et ses environs, et le quartier Sheikh Jarrah (centre).

LIBAN

Démission du chef de la diplomatie Charbel Wehbé

Le chef de la diplomatie libanaise Charbel Wehbé a déposé sa démission mercredi après des propos ayant froissé des monarchies du Golfe, ont rapporté les médias.

Reçu par le président Michel Aoun, M. Wehbé a demandé à être "déchargé de ses fonctions et de ses responsabilités", a-t-il indiqué dans une courte déclaration depuis le palais présidentiel.

Il a justifié son départ en pointant du doigt "les derniers développements (...) qui ont accompagné

mes déclarations télévisées", assurant qu'il ne souhaitait pas que l'incident soit "utilisé pour nuire au Liban et aux Libanais".

Lundi soir lors d'un débat sur une chaîne américaine en langue arabe, Charbel Wehbé avait fait allusion aux riches monarchies conservatrices comme responsables de la montée en puissance du groupe terroriste Etat islamique (EI/Daech).

Il avait quitté le plateau furieux en lançant à son

interlocuteur saoudien qu'il n'acceptait pas de "se faire insulter par un bédouin".

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Bahreïn mais aussi le Koweït ont convoqué le lendemain les ambassadeurs ou chargés d'affaires du Liban sur leur territoire, et le secrétaire e-général du Conseil de coopération du Golfe a fustigé les déclarations du ministre libanais.

Le gouvernement actuel, chargé uniquement des affaires courantes, est

lui-même démissionnaire.

Il avait rendu son tablier quelques jours après l'explosion du 4 août au port de Beyrouth qui a fait plus de 200 morts et ravagé des quartiers entiers de la capitale.

Plus de neuf mois après ce drame, le Premier ministre désigné Saad Hariri n'arrive toujours pas à former un nouveau gouvernement, les principales forces politiques du pays restant absorbées par des marchandages interminables.

RUSSIE

Les parlementaires votent le retrait du traité "Ciel Ouvert"

Les députés russes ont voté, mercredi, le retrait de Moscou du traité de surveillance militaire "Ciel ouvert" (Open Sky), que la Russie avait dénoncé l'année dernière en réponse à la sortie des Etats-Unis de l'accord.

Ce vote intervient à quelques heures de la toute première rencontre des chefs de la diplomatie des deux pays, Sergueï Lavrov et Antony Blinken, en marge d'une réunion sur l'Arctique en Islande et avant un éventuel sommet entre Joe Biden et Vladimir Poutine en juin.

Washington a affirmé la semaine dernière avoir entamé un réexamen de son retrait de "Ciel ouvert", décidé sous la présidence de Donald Trump, un traité qui donne le droit d'effectuer des vols d'observation des activités militaires des parties de l'accord.

Le Kremlin a souligné qu'il n'attendrait pas indéfiniment une décision américaine, et a donc engagé sa propre procédure de sortie.

Le vote des députés doit être suivi de celui de la chambre haute du Parlement avant d'être promulgué par le président Vladimir Poutine.

La chambre basse du Parlement, la Douma, a adopté mercredi à l'unanimité le projet de loi sur le retrait russe du traité Ciel Ouvert.

Peu avant le vote, le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a souligné que Moscou a "clairement indiqué aux Américains qu'en cas de solution constructive (...), la Russie pourrait envisager la possibilité de rester dans le traité".

Cette question est l'un des nombreux différends russo-américains qui empoisonnent la relation entre les deux pays.

Ils tentent néanmoins de se mettre d'accord sur un sommet entre les deux présidents.

"Pour l'instant, il n'y a pas d'accord sur l'heure ou l'endroit. Avant de s'entendre sur ces points il nous faut analyser la position des Etats-Unis concernant l'ordre du jour" d'une telle rencontre, a relevé M. Riabkov. Son ministre, Sergueï Lavrov, devrait en discuter avec son homologue américain mercredi soir en Islande.

ALLEMAGNE

Démission de la ministre de la Famille en raison de soupçons de plagiat

La ministre allemande de la Famille, Franziska Giffey, régulièrement citée comme l'étoile montante du parti social-démocrate, a démissionné, mercredi, de son poste en raison de soupçons persistants de plagiat sur sa thèse de doctorat.

La ministre, âgée de 43 ans, a remis sa démission lors du conseil des ministres, a indiqué le ministère de la Famille et de la Jeunesse.

L'affaire empoisonne depuis 2019 cette ministre populaire, membre de la coalition d'Angela Merkel.

"Des discussions ont réapparu ces derniers jours concernant ma thèse (de doctorat) datant de l'année 2010", explique Mme Giffey dans une déclaration diffusée par le ministère de la Famille.

Réaffirmant avoir écrit sa thèse "en toute bonne foi" et même si la vérification de son travail n'a pas encore été achevée, elle indique "tirer les conséquences" de cette affaire "persistante et pesante" en quittant son poste de ministre. Elle entend néanmoins rester la candidate du SPD aux élections régionales de Berlin en septembre, dont elle vise la mairie.

Le SPD de la ville, dont elle est co-présidente, et les Berlinois "peuvent compter sur moi", a-t-elle ajouté. Le parti lui a dans la foulée réaffirmé sa confiance.

Mme Giffey est accusée par la plateforme collaborative VroniPlag Wiki d'avoir plagié en partie sa thèse en sciences politiques consacrée en 2010 au fonctionnement de l'Europe et présentée devant l'Université libre de Berlin.

Selon le site, quelque 49 des 265 pages de la thèse présentaient des soupçons de plagiat allant de citations non attribuées à leurs auteurs au copier-coller d'autres ouvrages. L'Université avait donné son accord en 2019 pour que la ministre conserve son titre de "docteur" mais lui avait adressé un blâme, nourrissant les suspicions et les demandes de démission. Un nouvel examen de sa thèse lancé en 2020 est toujours en cours.

APS

ARABIE SAOUDITE

L'ambassadeur du Liban convoqué à la suite des déclarations "scandaleuses" du MAE libanais

L'Arabie saoudite a convoqué mardi l'ambassadeur du Liban à Riyad pour protester contre les déclarations "scandaleuses" du ministre libanais des Affaires étrangères Charbel Wehbé, a rapporté l'agence de presse saoudienne (SPA). Le ministère saoudien des Affaires étrangères a remis une lettre de protestation officielle au diplomate libanais pour exprimer sa ferme condamnation et sa dénon-

ciation des "insultes honteuses" contenues dans les déclarations de M. Wehbé à l'égard du royaume, de son peuple et des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), a indiqué la SPA.

Lundi, lors d'un débat télévisé, M. Wehbé avait laissé entendre que les Etats du Golfe étaient derrière la montée du groupe terroriste Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Le ministère saoudien des Af-

aires étrangères a affirmé que ces déclarations étaient incompatibles avec les normes diplomatiques et les relations historiques entre l'Arabie saoudite et le Liban. Par ailleurs, le secrétaire général du CCG, Nayef Falah Mubarak Al-Hajraf, a également rejeté les remarques de M. Wehbé, tout en exigeant que des excuses officielles de sa part auprès des Etats membres et des populations qui composent le CCG.

USA

La Trump Organization visée par une enquête pénale

La Trump Organization, le conglomérat appartenant à la famille de l'ex-président américain Donald Trump, est visée par une enquête pénale, a annoncé mardi la procureure de l'Etat de New York. "Nous avons informé la Trump Organization que notre enquête sur cette organisation n'est plus uniquement de nature civile", a indiqué Fabien Levy, porte-parole de la procureure de l'Etat

de New York Letitia James. "Nous enquêtons maintenant activement sur la Trump Organization en matière pénale, conjointement avec le procureur de Manhattan", a-t-elle ajouté. La Trump Organization regroupe des centaines d'entreprises liées à Donald Trump ou à ses proches, notamment des hôtels, des sociétés immobilières et des terrains de golf. Le procureur de Manhattan, Cyrus

Vance, un démocrate, a démarré en 2018 une enquête initialement centrée sur des paiements effectués, avant la présidentielle de 2016, à deux maîtresses présumées du milliardaire républicain, et désormais élargie à des allégations de fraude fiscale, fraude aux assurances ou fraude bancaire. Cette enquête se déroule de façon confidentielle devant un grand jury. Le procureur Vance

a obtenu en février les déclarations de revenus de Donald Trump sur les huit dernières années ainsi que celles de la Trump Organization, au terme d'une longue bataille juridique.

Donald Trump, qui a quitté la Maison Blanche en janvier, nie toute malversation et a qualifié l'enquête de "poursuite de la plus grande chasse aux sorcières politique de l'histoire de notre pays".

CÉRAMIQUE - EXPOSITION "L'art de la céramique entre originalité et contemporanéité": une exposition éclectique inspirée du plasticien Réda Essahli

Une exposition d'œuvres éclectiques inspirées, intitulée "L'art de la céramique entre originalité et contemporanéité", du plasticien Réda Essahli, a été inaugurée mardi au Musée public national des antiquités à Alger, devant un public astreint au strict respect des mesures sanitaires contre la propagation du Coronavirus.

Visible jusqu'au 18 juillet prochain, l'exposition présente 72 pièces, conçues et réalisées après plusieurs années de documentation et de recherche, qui ont donné lieu à une créativité foisonnante chez l'artiste qui invite ainsi, le regard du visiteur à une randonnée prolifique entre les différentes époques qui ont marqué l'histoire de l'Algérie profonde et enrichi son patrimoine culturel.

Expliquant la variété des différentes pièces exposées par la volonté de l'artiste de montrer que "le patrimoine algérien est vivant", l'archéologue, conservateur en chef du patrimoine et actuel directeur du Musée public national des antiquités, Azeddine Antri, a mis l'accent sur le caractère "qualitatif" de l'exposition, avant de noter, d'ans son élan pédagogique, son agencement en plusieurs parties selon les époques.

Exposées dans des armoires en verre, les pièces, brillamment façonnées par l'artiste, s'offrent au regard du visiteur dans leur brillance et l'éclat de

leurs couleurs, rendant compte de la richesse patrimoniale de leurs époques respectives, que l'artiste aime à "fusionner par moment" pour les laisser se raconter dans les belles narrations d'un voyage dans le temps qui tient compte de l'"authenticité des contenus", et le travail "hautement esthétique des formes", explique encore le directeur du musée.

Vases, plats, jarres, récipients, bols, assiettes ou encore verres, sont entre autre objets exposés, aux formes géométriques et ornements différents, datant des périodes, grecque et la céramique attique (Athènes), sigillée (normale ou brûlée), punique, islamique (Hammaïde et almohade), romaine et andalouse.

Entre autres techniques que l'artiste a utilisé dans son travail celles de la céramique romaine campanienne, reconnaissable à son vernis noir bleuté à reflets métalliques, la céramique sigillée identifiable à son vernis rouge-brique, orangée, ocre ou jaunâtre qui présente parfois un aspect métallique, la mo-



saïque, ou encore, la technique du lustre métallique datant de la période islamique.

L'inspiration du "Tapis traditionnel algérien", aux couleurs multiples et vives, décliné en cinq ustensiles de diverses fonctionnalités, travaillés dans la finesse et la minutie, clos l'exposition de Réda Essahli, qui n'a pu faire le déplacement à Alger.

Né en 1967 à Hadjout, Réda Essahli, a suivi une formation en Espagne autour de la réplique historique grecque et romaine (2008), les arts isla-

miques (2010), tout en enseignant sa passion artistique.

Comptant à son actif plusieurs réalisations dans différentes techniques et matériaux, entre logos, fresques collectives murales, aménagement de bâtiments publics, sculptures, stèles, embellissement de lieux publics, Réda Essahli a été distingué de plusieurs prix nationaux. Par ailleurs, la boutique du Musée, un espace dédié à la vente de livres, de revues et objets en lien avec l'activité muséale a été rouverte à l'issue de l'inauguration.

CALLIGRAPHIE - OUARGLA Mustapha Mech, un artiste bien inspiré de la calligraphie islamique

Mustapha Mech, natif de Bamendil, dans la périphérie d'Ouargla, est un des calligraphes les plus représentatifs sur la scène nationale et bien inspiré de l'authenticité de la civilisation islamique.

Spécialisé par le diwani, un style calligraphique de l'alphabet arabe cursif développé dans l'Empire ottoman notamment, Mustapha Mech, qui avait remporté le deuxième prix de l'édition 2021 du Festival culturel national de la calligraphie arabe (Palais de la culture Moufidi Zakaria -Alger), dispose d'une série de tableaux et d'œuvres artistiques illustrant visuellement la beauté de la calligraphie arabo-musulmane.

Titulaire d'un diplôme en Génie architectural, il a acquis au fil du temps une longue expérience dans ce domaine artistique qui a toujours occupé une place

spécifique dans le patrimoine culturel algérien. Agé de 47 ans, Mustapha Mech a pris part, au cours de sa carrière professionnelle dans le monde de la calligraphie, à de nombreuses expositions et manifestations culturelles, tant au niveau national qu'à l'étranger, à l'instar du Salon national de la calligraphie arabe (Batna- 2015), le 1er festival de la calligraphie arabe et de l'ornement islamique (Alger-2007), la 9ème édition du festival international "les pionniers de la calligraphie arabe" (Irak-2016), ainsi que cinq participations aux concours internationaux de la calligraphie à Istanbul (Turquie).

Il a reçu également plusieurs distinctions, dont le premier prix de la calligraphie arabe diwani à Médéa et de la 10ème édition du concours sur le même style de calligraphie à Biskra, et la troisième place au

concours sur la calligraphie Kufi "Nabi El-Rahma" à Rabat (Maroc). Sa passion pour la calligraphie depuis son plus jeune âge, en plus de ses rencontres avec des calligraphes chevronnés à travers les différents rendez-vous culturels auxquels il a pris part, tels que Youcef Boulaaras, ont été parmi les principaux facteurs ayant contribué à l'épanouissement de son art, a-t-il confié à l'APS.

S'agissant du développement et de valorisation de la calligraphie arabo-musulmane à l'échelle nationale, l'artiste Mustapha Mech a mis l'accent sur la nécessité de créer une école spécialisée dans la formation de jeunes talentueux, en appelant aussi à créer un marché consacré à la calligraphie afin de donner l'opportunité aux artistes algériens de faire connaître leurs œuvres et les exposer à la vente.

PATRIMOINE Installation des membres du Conseil consultatif du patrimoine culturel

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a procédé, mardi à Alger, à l'installation des membres du Conseil consultatif du patrimoine culturel, une instance composée de personnalités du monde de la recherche et de représentants de la société civile, chargés de produire des recommandations dans le domaine de la conservation, de la restauration de l'exploitation et de la recherche scientifique.

Ce Conseil est composé des chercheurs dans les domaines de l'histoire, l'archéologie et l'anthropologie Fouad Soufi, Nadir Marouf, Abderrahmane Khelifa, Abdelkader Derradji, Salim Drici et Hadj Meliani en plus de la pédagogue et auteure Zoubida Maâmria, de l'architecte des monuments Fatma Zohra Guerbabi.

Le Conseil compte également trois représentants de la société civile, Mohamed Benbahmed Imnassen fondateur d'une association de promotion du patrimoine de la vallée du Mzab, Azzeddine Guerfi, éditeur et fondateur de l'association "Les amis de l'Imedghassen", et Kouider Mitair de l'association "Bel horizon". Créé par décret en mars dernier, sur proposition du ministère de la Culture et des Arts, le Conseil consultatif du patrimoine culturel a pour mission d'enrichir l'arsenal juridique et institutionnel en lien avec le patrimoine, orienter les projets de restauration, émettre des avis sur les stèles, statues et monuments destinés à être installés dans les lieux publics ou encore promouvoir la coopération avec la société civile.

Le Conseil devra également encourager la recherche et les publications scientifiques dans les différentes disciplines en lien avec le patrimoine et valoriser l'aspect économique de l'exploitation des sites du patrimoine. Lors de cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée à l'Opéra d'Alger en présence de plusieurs membres du gouvernement, la ministre de la Culture et des Arts, a assuré que la création de ce Conseil n'est en rien un acte bureaucratique mais une "réponse à une réalité floue que vit le patrimoine" estimant que le Conseil est une "instance de réflexion et d'action" qui appuie le ministère et participe aux mécanismes de préservation du patrimoine. La ministre a également expliqué que le Conseil devra participer à l'effort de préservation du patrimoine et proposer des mécanismes d'intervention en cas de menace, en plus d'impliquer la société civile dans l'inventaire du patrimoine et les opérations de classement.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRSCRIPTION ADMINISTRATIVE
DE CHERAGA
COMMUNE D'OULED FAYET

AVIS D'ANNULATION

En application des dispositions de l'article 73 du décret présidentiel N15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics

Le président de l'assemblée populaire communal d'Ouled Fayet déclare :
l'annulation de l'avis d'attribution provisoire parus dans les quotidiens nationaux
DK NEWS et المسار العربي en date du 17-04-20 19

-L'annulation de l'avis rectificatif de l'avis attribution provisoire parus dans le quotidien national : المسار العربي en date du 11/07/2019 ainsi que le BOMOP du projet suivant :

* Aménagement des terrains de jeux de proximités : Cité AADI - Plateau - Moulahoum - route de Baba Hacem - Ouled Fayet

Lot 02 - Aménagement de terrain de jeux de proximité en gazon synthétique baba Hacem

Lot 04 - Aménagement de terrain de jeux de proximité en gazon synthétique moulahoum

ACADÉMIE ALGÉRIENNE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

4 membres classés parmi les meilleurs scientifiques au monde

Quatre (04) membres, sur les 46 que compte l'Académie algérienne des sciences et technologies (AAST) figurent parmi les 2% meilleurs scientifiques au monde, selon un classement qui vient d'être réalisé par une équipe de l'université américaine de Stanford, a annoncé mardi l'Académie.

Il s'agit des Dr Houria Triki, Dr Adel Belouchrani, Dr Azzedine Bousekssou et du Dr Oualid Hamdaoui, activant dans diverses spécialités, précise à l'APS, la présidente de l'AAST, Pr M. Allab-Yaker, se réjouissant de "ces très hautes distinctions scientifiques et technologiques internationales qui honorent leurs récipiendaires et procurent une très grande satisfaction autant pour l'Académie que pour l'Algérie". Cette classification, ajoute-t-elle, vient s'ajouter à celle obtenue tout récemment par le Dr. Azzedine Bousekssou, établi en France et Directeur de

Recherche Classe Exceptionnelle (ERC), qui a été récipiendaire d'une prestigieuse Bourse ERC sénior 2021, attribuée par le Conseil Européen de la Recherche. La bourse en question lui a été octroyée à la suite d'un projet sélectionné dans "un contexte hautement compétitif au niveau européen" et portant sur l'élaboration de "Matériaux moléculaires pour une nouvelle génération de muscles artificiels", détaille-t-elle, faisant savoir que les bourses ERC sénior (avoisinant les 3 millions d'euros) "permettent à des scientifiques, reconnus aux niveaux

national et international, de mener des projets novateurs à haut risque et ouvrant de nouvelles voies dans leur discipline ou dans d'autres domaines". Ce pourquoi, elles sont considérées par les chercheurs européens comme un pré-Prix Nobel dans une discipline donnée, souligne la directrice de l'Académie algérienne, avant de conclure: " Cela prouve que l'Algérie dispose d'un vivier de compétences qui ne demandent qu'à travailler pour peu qu'elles en aient les moyens et qu'elles bénéficient de la reconnaissance qu'elles méritent".



CHINE - ESPACE

Lancement d'un nouveau satellite d'observation maritime



La Chine a envoyé en orbite un nouveau satellite d'observation maritime depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest du pays asiatique, rapporte mercredi l'agence de presse Chine Nouvelle.

Une fusée Longue Marche-4B portant le satellite Haiyang-2D (HY-2D) a décollé à 12h03 (heure de Pékin), a-t-on précisé de même source.

Le HY-2D formera une constellation avec les satellites HY-2B et HY-2C en vue de former un système d'observation dy-

namique de l'environnement océanique à haute fréquence et à moyenne et grande échelle, par tous les temps et 24 heures sur 24.

La constellation apportera un soutien à l'alerte précoce et à la prévision des catastrophes maritimes, au développement et à l'utilisation durables des ressources océaniques, à la réponse efficace au changement climatique mondial ainsi qu'à la recherche océanographique. Avril dernier, la Chine avait lancé le premier module de sa station spatiale baptisée "CSS".

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Adrar

Direction des Équipements Publics

N.I.F : 0002.01.01.5000.581

AVIS POUR UN CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT

N° 52 /2021

Le wali de la wilaya d'Adrar représenté par Le directeur des équipements publics de la wilaya d'Adrar, lance un concours national d'architecture restreint portant sur la: **Etude et suivi pour la réalisation d'un Collège B5/200R à la Cité Belkbir, commune d'Adrar** Dans le Cadre de L'opération : **Etude et suivi pour la réalisation d'un Collège B5/200R à la Cité Belkbir, commune d'Adrar**

Architectes agréés seuls ou en groupement et inscrits au tableau national de l'ordre des architectes de l'année 2021, ainsi qu'aux bureaux d'études publics peuvent soumissionner :

- Pour les architectes agréés, justifier :
 - De l'agrément de l'année en cours;
 - Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de société(SCP).
- Pour les bureaux d'études publics, justifier :
 - Du statut d'entreprise publique économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création;
 - Et de l'extrait du registre de commerce portant code architecture (607009).

▪ Et disposant 01 Architecte, ayant une expérience égale ou supérieure à 03ans + Un 01 Technicien supérieur ou licencié dans les métiers du bâtiment (génie civil, topographie, métré, dessin bâtiment) ayant une expérience égale ou supérieure à 02 ans

- Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet de catégorie « B ou plus » ou deux (02) projets classés à la catégorie «A», durant les 10 dernières années
- Avoir cumulé un chiffre d'affaire de 03 années supérieur ou égal à 1.345.200.00 de dinars des 03 années dernières

Le dossier du concours d'architecture national restreint présenté par le soumissionnaire sera composé de quatre plis comme suit :

- Pli du dossier de candidature
- Pli de l'offre technique (Voir cahier des charges)
- Pli de l'offre prestations (Voir cahier des charges)
- Pli de l'offre financière. (Voir cahier des charges)

Les candidats procèdent uniquement au dépôt du dossier de candidature:

- ➔ Le dossier de candidature porte le nom et l'adresse de soumissionnaire ainsi que la mention " Dossier de

candidature " qui se compose :

1*le dossier de candidature est inséré dans une enveloppe fermée et cachetée, indiquant la référence et l'objet de concours ainsi que la mention «Dossier de candidature». Cette enveloppe est mise dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention «A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –Concours national d'architecture N°...52./DEP/2021 et l'objet du concours – Dossier de candidature -».

A. Le dossier de candidature comprend :

1. Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
2. Une déclaration de probité ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
3. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, conformément à l'article 03, ci-dessus.

Les offres doivent être déposées (et non envoyées par voie postale) à l'adresse du maître de l'ouvrage: **direction des équipements publics près de L'hôtel des Finances Adrar.**

La date de dépôt le dossier de candidature est fixée au dixième (10) jours à 12h00, à compter de la date de la première parution du présent avis dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP) ou les quotidiens nationaux. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (Vendredi ou Samedi), la date de dépôt des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les candidats sont invités à assister à l'ouverture des plis du dossier de candidature qui se déroulera en séance publique au siège de la direction des équipements publics de la wilaya d'Adrar le jour de dépôts des offres à quatorze heures (14h30mn).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres financières pendant une durée égale à la durée de préparation des offres cumulée augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres techniques, prestations et financières.

N. B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité.

ATHLÉTISME (400M) L'Américaine Felix réalise son meilleur temps depuis près de 4 ans

La sprinteuse américaine, Allyson Felix, a dominé l'épreuve du 400m lors de l'USA Track & Field Open, organisé mardi au Texas, réalisant un temps de 50:88, sa meilleure performance depuis juillet 2017.

L'athlète de 35 ans cherche à participer à ses cinquièmes Jeux olympiques cet été et on s'attend à ce qu'elle se porte candidate pour les 200m et 400m lors des essais qui auront lieu à Eugene dans l'Oregon le mois prochain.

Felix a été suivie par sa compatriote Jessica Beard (51:31) et la Jamaïcaine Chrisann Gordon-Powell (51:42).

Pour rappel, la sprinteuse a remporté neuf médailles olympiques, dont six en or, ce qui fait d'elle l'athlète féminine sur piste la plus titrée des Etats-Unis.

JO 2020 DE TOKYO Au moins 75% des résidents du village olympique seront vaccinés (CIO)



Au moins 75% des résidents du village olympique des Jeux de Tokyo "ont déjà été vaccinés ou ont prévu de le faire" avant les JO, a rassuré mercredi le président du CIO Thomas Bach.

"Nous avons de bonnes raisons de penser que ce taux montera bien au-delà de 80%", a ajouté le président du Comité international olympique lors d'une réunion en ligne avec les organisateurs nippons des Jeux.

Le CIO est disposé à fournir du personnel médical supplémentaire pour les Jeux, a encore indiqué M.

Bach, alors que nombre de Japonais redoutent que l'événement mette davantage sous pression le système de santé dans l'Archipel.

"Le CIO a proposé au comité d'organisation d'intégrer du personnel médical supplémentaire dans les délégations des CNO" (Comités nationaux olympiques), a déclaré M. Bach.

Ce personnel supplémentaire "soutiendra les opérations médicales et la mise en oeuvre stricte des mesures anti-Covid dans le village olympique et sur les sites olympiques", a-t-il poursuivi.

Les organisateurs accepteront cette offre, a réagi la présidente de Tokyo-2020, Seiko Hashimoto, ajoutant que la vaccination des participants "serait d'une grande aide pour assurer la sécurité des Jeux".

A un peu plus de deux mois de l'ouverture des JO qui avaient été reportés d'un an en 2020 à cause de la pandémie, Tokyo et d'autres départements japonais restent soumis à un état d'urgence sanitaire. La plupart des Japonais souhaitent un nouveau report ou l'annulation des Jeux olympiques, selon les sondages.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ETUDIANT M. Djerrad appelle à relancer le sport universitaire

Le Premier ministre Abdelaziz Djerrad a appelé mercredi à Alger à relancer le sport universitaire étant "la réserve de la nation" pour la formation des champions d'Algérie.

Lors de son inauguration du complexe sportif de l'Université "Brahim Soltane Chibout" (Université Alger3) à l'occasion de la célébration du 65e anniversaire de la journée de l'étudiant, M. Djerrad a affirmé que la relance du sport universitaire est une nécessité car il constitue un moyen de détente d'une part et une opportunité de former une élite sportive d'autre part. Pour ce faire, le Premier ministre a préconisé de "prévoir des heures obligatoires pour la pratique du sport à l'université dans différentes disciplines", appelant à l'organisation de compétitions sportives à l'occasion de la prochaine rentrée universitaire au niveau national pour promouvoir le sport universitaire qui demeure un axe fondamental dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

M. Djerrad a ordonné de procéder à la révision de la moyenne du Baccalauréat pour accéder aux universités et d'oeuvrer au recrutement des



diplômés des instituts sportifs à travers la conclusion d'accords entre l'université et les différents partenaires économiques des secteurs public et privé pour faciliter l'opération de recrutement.

Concernant la préparation des jeux méditerranéens prévus l'année

prochaine à Oran, le Premier ministre a indiqué que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le succès de cet événement", incitant les athlètes notamment universitaires à "bien se préparer pour réaliser des performances qui hisseront haut le drapeau national".

Riche programme sportif à Jijel

Un tournoi de mini-football sera organisé du 20 au 22 mai à la résidence universitaire "Grine Tassoust" de la commune de l'Emir Abdelkader (Jijel), dans le cadre de la commémoration de la journée nationale de l'étudiant, marquée par de nombreuses activités culturelles, sportives et scientifiques dans plusieurs wilaya du pays.

Au programme de cette journée de l'étudiant figure également un séminaire national sur le mini-football, auquel devrait prendre part des professeurs de l'éducation sportive pour débattre de cette discipline, dérivée du football classique, ses lois et règlements, entre autres.

Outre le séminaire, les organisateurs prévoient la tenue de quelques matchs gala regroupant des sélections d'anciens joueurs internationaux, d'anciens joueurs locaux et l'équipe de Biskra, ainsi que l'équipe nationale du mini-football et une sélection sénior de la wilaya de Jijel.

La clôture de ces festivités commémoratives de la journée nationale de l'étudiant, coïncidant avec le 65e anniversaire de

la grève des étudiants du 19 mai 1956, prendra fin, avec la remise des cadeaux et récompenses aux différents acteurs de cette journée.

Programme de la journée:

Jeudi 20 mai 2021:

(résidence universitaire "Grine Tassoust")

14h00: Début du séminaire sur le mini-football

Vendredi 21 mai 2021:

(stade de proximité "Bab Ezzor/Jijel): 17h00 : anciens joueurs internationaux - sélection des joueurs locaux "1"

18h00 : US Biskra - sélection des joueurs locaux "2"

Samedi 22 mai 2021:

(Stade de proximité "Bab Ezzor"):

10h00 : équipe nationale sénior de mini-foot (1) - sélection de wilaya

17h00 : équipe nationale sénior de mini-foot (2) - sélection locale (2).

TENNIS - CIRCUIT PRO-FÉMININ Les Algérienne Boudjadi et Bekrar engagées en Tunisie

Les tenniswomen algériennes Yasmine Boudjadi et Inès Bekrar disputeront les qualifications d'un tournoi professionnel féminin, prévu du 24 au 30 mai courant à Monastir (Tunisie), suivant le programme dévoilé mercredi par les organisateurs.

Une compétition dotée d'un prize-money de 15.000 USD et qui se déroulera sur des courts en surface rapide.

La Japonaise Haruna



Arakawa, classée 393e mondiale chez les professionnelles de la WTA, sera la tête de Série N 1 de ce tournoi, ayant drainé la participation de joueuses venues de différents continents.

Si de part son bon classement mondiale, la Japonaise de 21 ans intégrera directement le tableau final, les deux algériennes, elles, devront passer par les tours qualificatifs, prévus les 22-23 mai courant.

CYCLISME Pogacar au Tour de Slovénie et aux championnats nationaux

Tadej Pogacar courra en juin dans son pays le Tour de Slovénie et les championnats nationaux avant de défendre son titre dans le Tour de France à partir du 26 juin.

L'équipe UAE du jeune Slovène (22 ans) a officialisé mercredi le programme de son chef de file, qui s'entraînera d'abord en altitude, dans la station italienne de Sestriere, tout près de la frontière française, avant de revenir dans son pays.

Pogacar, qui n'a plus couru depuis

sa victoire fin avril dans Liège-Bastogne-Liège, a également à son programme les JO de Tokyo, dont la course sur route est programmée le 24 juillet, six jours seulement après l'arrivée à Paris du Tour de France.

"Je suis ravi de retourner au Tour de Slovénie: c'est une course que j'adorerais gagner", a déclaré Pogacar qui a donc renoncé au Critérium du Dauphiné (30 mai-6 juin) qu'il avait terminé l'an passé à la 4e place.

Le vainqueur sortant du Tour a

couru à trois reprises le Tour de Slovénie: 5e en 2017, 4e en 2018 et 2019. L'épreuve, qui n'a pas été organisée l'an passé, est programmée du 9 au 13 juin.

Elle a été enlevée par deux fois (2015 et 2018) par Primož Roglič, l'autre Slovène candidat à la victoire dans le Tour de France qui a privilégié cette année les camps d'entraînement à la compétition avant la Grande Boucle.

ALGÉRIE - DÉCÈS - RAPATRIEMENT

Arrivée à Alger de la dépouille de l'ancien gardien international Samir Hadjaoui

La dépouille mortelle de l'ancien gardien international algérien Samir Hadjaoui, décédé dimanche soir à Paris des suites d'une longue maladie, est arrivée mercredi en début d'après-midi à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger à bord d'un appareil de la compagnie aérienne nationale Air Algérie.

Etaient notamment présents au salon d'honneur de l'aéroport pour accueillir la dépouille du défunt, drapée de l'emblème national, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite Salima Souakri, le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hamad, le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar ainsi que des membres de sa famille et de ses proches.

Samir Hadjaoui sera inhumé jeudi après la prière du Dohr à Tlemcen.

Cet ancien portier de 42 ans avait sollicité les hautes instances du sport national au mois de décembre dernier pour lui procurer une prise en charge médicale à l'étranger, et son vœu a été exaucé, puisqu'il a été rapidement transféré dans la capitale française. Hadjaoui a toutefois lancé de nou-



veaux appels de détresse récemment pour demander à être rapatrié au plus vite suite à la détérioration de son état de santé et sa volonté de finir ses derniers jours auprès de sa famille. Ce qui devait se faire lundi, avant de décéder durant les

heures précédant son retour. Né le 16 février 1979 à Tlemcen, Hadjaoui compte trois sélections en équipe nationale pendant l'année 2007.

Il a été champion d'Algérie en 2007 et 2009 avec l'ES Sétif, vainqueur de la Coupe

d'Algérie en 1998 et 2002 avec le WA Tlemcen et en 2005 avec l'ASO Chlef.

Il avait également remporté la Coupe arabe en 1998 avec le WA Tlemcen et la Ligue des champions arabe en 2007 et 2008 avec l'ES Sétif.

LIGUE 1

Amrani nouvel entraîneur du WA Tlemcen



L'entraîneur Abdelkader Amrani a été désigné mercredi nouveau coach du WA Tlemcen en remplacement de Djamel Benchadli, a-t-on appris de la direction de ce club de Ligue 1 de football.

Amrani s'est engagé pour un contrat s'étalant jusqu'à la fin de la saison en cours et aura pour mission d'éviter au club la relégation en Ligue 2, a indiqué à l'APS le président du club sportif amateur (CSA) du WAT, Nacereddine Souleyman. Il s'agit du troisième technicien à diriger les "Zianides" cette saison après Aziz Abbes et Djamel Benchadli.

Amrani, qui a eu deux expériences au CS Constantine et au MC Alger durant cet exercice, travaillera avec le

même staff technique en place composé notamment de Yadel, Loukili et Mezaïr, a encore souligné la même source. Natif de Tlemcen, le successeur de Benchadli retrouve le WAT après plusieurs années de son dernier passage à la barre technique de cette équipe, qui a accédé cette saison parmi l'élite, mais elle est mal en point comme l'atteste la 15e place qu'elle occupe au classement avec 21 points devant d'une seule unité le premier potentiel reléguable, l'US Biskra. Pour sa première sortie avec les "Zianides", Amrani aura la mission difficile en rendant visite à l'USM Alger (5e, 35 pts) samedi prochain dans le cadre de la 22e journée du championnat.

LIGUE 1 (USM ALGER)

Le portier Guendouz dément vouloir quitter le club

Le gardien de but de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) Alexis Guendouz, a coupé court mercredi aux rumeurs de départ, en affirmant son intention d'honorer son contrat avec le club algérois.

"Je travaille dur tous les jours à l'USMA, je vais continuer à bosser, je n'écoute pas le reste.

Je ne suis pas au courant de ces histoires de départ et de contacts.

Je compte honorer mon contrat, après on ne sait pas ce qu'advient à l'avenir", a indiqué Guendouz dans une déclaration accordée au site officiel du club. Alexis Guendouz (25 ans) avait rejoint l'USMA en septembre 2020, pour un contrat de deux saisons, en provenance de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France). Après avoir débuté



la saison en tant que titulaire, Guendouz a été relégué sur le banc des remplaçants, depuis notamment l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur Mounir Zeghdoud, en mars dernier.

L'autre gardien de but de l'USMA Mohamed Lamine Zemmamouche est redevenu N.1, après avoir réussi à retrouver la plénitude de ses moyens lors des derniers matchs.

En revanche, le responsable de la formation et entraîneur de l'équipe réserve le Français Sylvain Matrisciano, a annoncé son départ "pour des raisons familiales et personnelles". Avant de quitter ce grand club, je tenais à remercier l'ensemble des supporters, et les dirigeants. Merci pour cette aventure, je souhaite plein de succès à l'USMA". Invaincu depuis l'arrivée de Zeghdoud, l'USMA pointe à la 5e place au classement de Ligue 1 avec 35 points, à neuf longueurs du leader l'ES Sétif.

Engagé en Coupe de la Ligue, le club algérois rencontrera en 1/4 de finale à domicile l'Olympique Médéa.

En cas de qualification pour les demi-finales, les "Rouge et Noir" affronteront en déplacement le vainqueur de NC Magra - JS Saoura.

CHAMPIONNAT SOUDANAIS

La Fifa sanctionne Al-Hilal en raison de l'affaire du joueur algérien Boulaouidet

La Fédération internationale de football (Fifa), a infligé au club soudanais d'Al-Hilal une interdiction de recrutement, lors de la prochaine période des transferts d'été, pour n'avoir pas régularisé la situation financière de l'attaquant algérien Mohamed El-Hadi Boulaouidet, a indiqué Al-Hilal mardi soir dans un communiqué.

"Le président de la Fédération soudanaise Hassan Abou Djabal, a indiqué que son instance a été destinataire d'un courrier officiel de la Fifa, l'informant de la sanction de l'interdiction de recrutement lors du mercato estival infligé à Al-Hilal, suite à une réclamation du joueur algérien.

La sanction sera appliquée en cas de non paiement", a indiqué Al-Hilal sur sa page officielle Facebook.

Boulaouidet (31 ans) avait rejoint Al-Hilal en juillet 2019, mais son aventure a tourné court, puisqu'il avait été libéré trois mois plus tard, en compagnie du défenseur tunisien Chihab Ben Fredj, sur recommandation du staff technique.

Le joueur avait saisi ensuite la Fifa pour licenciement abusif, avant d'avoir gain de cause, puisque l'instance internationale avait sommé le club soudanais de payer au joueur la somme de 70.000 dollars.

À l'issue de sa brève expérience avec Al-Hilal, Boulaouidet avait rejoint l'ASO Chlef (Ligue 1/Algérie) en 2020, pour un contrat de deux saisons.

LIGUE 1

L'USM Bel-Abbès en stage à Alger

L'USM Bel-Abbès se trouve depuis mardi à Alger pour effectuer un stage de préparation en prévision de son prochain match en déplacement face à l'ES Sétif, prévu samedi dans le cadre de la 22e journée de la Ligue 1 de football.

Hormis les joueurs blessés, à savoir, Abdelli Rahim, Boumoua Redouane et Mustapha Kheiraoui, toute la composante de l'effectif prend part à ce rassemblement sous la houlette de l'entraîneur Moez Bouakaz.

Ce dernier a renoncé à sa démission et dirigé ses protégés lors du précédent match à domicile contre la lanterne rouge, le CA Bordj Bou Arréridj (1-1), a-t-on appris auprès de la direction du club de l'Ouest du pays.

Cette dernière a accédé à la doléance de son coach en programmant ce regroupement en dépit des difficultés financières énormes auxquelles elle est confrontée.

Lesquelles difficultés sont pour beaucoup dans la situation délicate que traverse la formation de la "Mekerra", plus que jamais menacée de relégation, estiment les spécialistes.

Plusieurs joueurs clés de l'effectif de l'USMBA ont d'ailleurs préféré changer d'air lors du précédent mercato au moment où les dirigeants en place n'ont pas réussi à les faire remplacer à cause de l'interdiction de recrutement dont fait l'objet le club, rappelle-t-on.

Les protégés de Bouakaz effectuent leurs séances d'entraînement au stade Zioui à Hussein-Dey, en attendant de se rendre à Sétif vendredi, indique-t-on de même source.

Éliminée de la coupe de la Ligue dès le premier tour, l'USMBA est désormais deuxième potentiel reléguable en pointant à la 18e place avec 16 points après 21 journées.

ELIMINATOIRES CAN-2022 (DAMES) Report du premier tour à octobre prochain (FAF)

La commission d'organisation des compétitions féminines de la Confédération africaine de football (CAF) a décidé de reporter au mois d'octobre le premier tour des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations féminine qui aura lieu en 2022 au Maroc, indique mercredi la Fédération algérienne de football (FAF).

Les raisons de report étaient basées sur l'état de certains stades en Afrique ainsi qu'aux restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, souligne la même source. Suite à cette décision, la commission d'organisation des compétitions féminines de la CAF a établi un nouveau programme des éliminatoires : du 18 au 26 octobre 2021 aura lieu le premier tour et le 2e tour se déroulera du 14 au 23 février 2022.

Pour rappel, la sélection algérienne de football (dames) affrontera son homologue soudanaise au premier tour des éliminatoires de la CAN-2022.

En cas de qualification, les joueuses de la sélectionneuse Radia Fertoul seront opposées, au 2e et dernier tour, au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique. Un record de 44 pays africains prennent



part à ces éliminatoires. Le Maroc, pays hôte, est qualifié d'office. La CAN-2020 avait été

annulée en raison de la pandémie de Covid-19. Cette CAN-2022 sera la première édition

qui verra la présence de 12 pays, au lieu de 8 nations habituellement.

ANGLETERRE

Paul Pogba affiche son soutien à la Palestine



Le milieu de terrain français Paul Pogba a affiché son soutien aux Palestiniens en faisant un tour de terrain avec leur drapeau, en compagnie de son co-

équipier ivoirien Amad Diallo, mardi, après un match contre Fulham pour la 37e journée de Premier League.

Cette rencontre marquait le retour du

public dans les stades lors du championnat d'Angleterre et 10.000 personnes environ se trouvaient dans les tribunes de Old Trafford.

Après le coup de sifflet final et le match nul (1-1) avec Fulham, Pogba et Diallo ont fait un tour du terrain, tenant chacun un coin supérieur du drapeau et applaudissant vers les tribunes.

Samedi, après la victoire de Leicester en Coupe d'Angleterre contre Chelsea à Wembley (1-0), le défenseur français des Foxes, Wesley Fofana, et son coéquipier du milieu de terrain, l'Anglais Hamza Choudhury, avaient eux aussi arboré le drapeau palestinien. Ces manifestations de soutien interviennent alors qu'un nouveau cycle de violences après les bombardements de l'entité sioniste contre Gaza. Depuis le début des hostilités armées, 213 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont au moins 61 enfants, et plus de 1.440 blessés, selon un bilan palestinien.

CORRUPTION

L'ex-entraîneur du Dinamo Zagreb arrêté en Bosnie

La police bosnienne a arrêté mercredi l'ancien entraîneur du Dinamo Zagreb, Zoran Mamic, recherché par la Croatie où il a été condamné à la prison dans une affaire de détournement de plusieurs millions d'euros.

Zoran Mamic "a été arrêté dans la matinée à Medjugorje (sud) et a ensuite été remis à la Cour d'Etat de Bosnie-Herzégovine qui est désormais en charge", a déclaré un porte-parole de la police fédérale bosnienne (Sipa), Luka Miladinovic.

Zoran Mamic affirme avoir la double nationalité, croate et bosnienne.

Le tribunal a de son côté annoncé que Zoran Mamic, 49 ans, serait interrogé dans l'après-midi par un juge, pour déterminer si les conditions

pour son extradition vers la Croatie étaient réunies.

La Croatie a lancé le 11 mai un mandat d'arrêt international contre l'ancien coach du multiple champion croate de football.

Il a été condamné, avec plusieurs autres personnes, à quatre ans et huit mois de prison pour détournement de 15 millions d'euros lors de transferts de joueurs du Dinamo Zagreb, dont celui de Luka Modric vers Tottenham en 2008.

Il a démissionné en mars du poste d'entraîneur, après la confirmation du verdict par la Cour suprême.

Son frère, Zdravko Mamic, l'ex-patron du Dinamo Zagreb, a également été condamné dans ce procès, à six ans et demi de prison. Détenteur lui-aussi de la double nationalité



croate et bosnienne, il a fui en 2018 en Bosnie et réclame que le dossier soit remis à la justice bosnienne.

Zoran Mamic a récemment demandé à purger sa peine en Bosnie, mais sa requête a été rejetée par la justice croate.

La presse locale estime que Zoran Mamic pourrait être remis en liberté après le constat

par le juge qu'il est également un ressortissant bosnien, car la Bosnie ne peut pas extradier ses citoyens dans ce cas de figure.

Un autre procès contre les frères Mamic et quatre autres personnes s'est ouvert en mars en Croatie. Ils y sont inculpés de détournement de 26 millions d'euros.

EURO 2020 Benzema de retour en Equipe de France, une première depuis 2015



Le sélectionneur de l'équipe de France Didier Deschamps a dévoilé ce mardi sa liste des 26 joueurs qui participeront au prochain Euro, marquée notamment par le retour de l'attaquant du Real Madrid Karim Benzema, mis de côté depuis 2015.

L'avant-centre de 33 ans aux 81 sélections, dont la dernière remonte au 8 octobre 2015, fait partie de la liste, au même titre que le défenseur du Séville FC Jules Koundé, jamais appelé auparavant, et l'attaquant de M'chengladbach Marcus Thuram (3 sélections).

Didier Deschamps, qui avait écarté Karim Benzema pendant plus de cinq ans, a "passé outre son cas personnel" et ses réticences passées pour rappeler l'attaquant du Real Madrid en vue de l'Euro cet été (11 juin-11 juillet), a-t-il déclaré mardi.

"Pour arriver à cette décision, il y a eu des étapes. On s'est vus, on a discuté longuement", a expliqué le sélectionneur après l'annonce de sa liste sur le plateau des diffuseurs TF1 et M6.

"Je ne veux pas faire de cas particuliers. J'ai toujours passé outre mon cas personnel, l'équipe de France ne m'appartient pas, elle est au-dessus de tout", a-t-il ajouté.

La liste des 26 joueurs:

Gardiens (3): Hugo Lloris (Tottenham/ENG), Mike Maignan (Lille), Steve Mandanda (Marseille)

Défenseurs (9): Lucas Digne (Everton/ENG), Léo Dubois (Lyon), Lucas Hernandez (Bayern Munich/GER), Presnel Kimpembe (Paris SG), Jules Koundé (Séville FC/ESP), Clément Lenglet (FC Barcelone/ESP) Benjamin Pavard (Bayern Munich/GER), Raphaël Varane (Real Madrid/ESP), Kurt Zouma (Chelsea/ENG)

Milieux (6): N'Golo Kanté (Chelsea/ENG), Thomas Lemar (Atlético Madrid/ESP), Paul Pogba (Manchester United/ENG), Adrien Rabiot (Juventus/ITA), Moussa Sissoko (Tottenham/ENG), Corentin Tolisso (Bayern Munich/GER)

Attaquants (8): Wissam Ben Yedder (Monaco), Karim Benzema (Real Madrid/ESP), Kingsley Coman (Bayern Munich/GER), Ousmane Dembélé (Barcelone/ESP), Olivier Giroud (Chelsea/ENG), Antoine Griezmann (FC Barcelone/ESP), Kylian Mbappé (Paris SG), Marcus Thuram (Borussia Mönchengladbach/GER).

Cantona intègre le Hall of Fame

Interrogé par le site officiel de la Premier League, Eric Cantona, désigné par Thierry Henry comme le candidat idéal pour entrer au Hall of Fame, s'est dit heureux mais pas surpris de sa nomination : « Il y avait environ 30 joueurs qui auraient pu être élus. Mais, moi, c'était différent. Si vous ne deviez en élire qu'un, c'était moi. Les autres sont tous excellents. Mais moi, je suis exceptionnel... Je suis heureux et fier mais en même temps je ne suis pas surpris. J'aurais été surpris de ne pas être élu. (...) J'ai joué au football et j'ai aimé le football. Je rêvais de football quand j'étais enfant. Jouer en Angleterre était un rêve. J'ai eu la chance de jouer dans cette équipe (Manchester United), avec des joueurs formidables, un entraîneur (Sir Alex Ferguson) formidable et des supporters formidables. »



RETOUR FRACASSANT DE BENZEMA EN EDF

La nouvelle a été officialisée mardi soir par l'annonce de la liste de Didier Deschamps pour l'Euro : Karim Benzema fait son grand retour en équipe de France. Un choix très fort de la part du sélectionneur national, qui a soigneusement placé ses pions avant de valider son choix avec le buteur du Real Madrid. Explications.

L'Equipe indique qu'en mars dernier, Didier Deschamps et l'ensemble de son staff ont été relativement inquiets de l'état de forme de l'ensemble du secteur offensif de l'équipe de France, après un match nul contre l'Ukraine (1-1) et une victoire peu convaincante au Kazakhstan (2-0) : Griezmann peu épanoui au FC Barcelone, Giroud devenu éternel remplaçant à Chelsea, Anthony Martial de retour de blessure... Autant d'interrogations qui ont donc

contraint Deschamps à se tourner vers un retour inattendu de Benzema. Le Parisien a d'ailleurs révélé dans ses colonnes du jour que le sélectionneur national

aurait consulté ses différents cadres, dont Olivier Giroud, et tous auraient donné leur aval afin qu'il rappelle le buteur du Real Madrid. Fin avril, Deschamps et Karim Benzema se sont donc rencontrés et ont longtemps discuté pour briser la glace comme l'a confirmé l'entraîneur des Bleus mardi soir.

Karim Benzema, fort de son statut d'élément indispensable du Real Madrid depuis de nombreuses années maintenant, va donc avoir l'occasion de prouver de nouveau sa valeur en équipe de France. Et l'ancien joueur de l'OL n'a pas dissimulé sa joie sur les réseaux sociaux, quelques minutes après l'annonce officielle de la liste : « Tellement fier de ce retour en équipe de France et de la confiance que l'on m'accorde. Merci à ma famille, mes amis, mon club, à vous... et à tous ceux qui m'ont toujours soutenu », a lâché Benzema.

MBAPPÉ POURRAIT PROLONGER JUSQU'EN 2023

Kylian Mbappé est toujours en pleine réflexion sur son avenir. Selon Le Parisien, l'attaquant pourrait accepter de prolonger avec le PSG, mais sous certaines conditions.

Les négociations entre Mbappé et le PSG pour une prolongation de contrat sont toujours en cours, avance Le Parisien. Le quotidien affirme que le Français pourrait accepter de se ré-engager avec Paris, mais à deux conditions.

La première, signer pour une année de plus seulement. L'idée serait de prolonger jusqu'en 2023 afin de pouvoir partir lors de l'été 2022. En clair, Mbappé serait disposer à jouer une dernière saison sous les couleurs du club francilien avant de rejoindre le Real Madrid. Une nouvelle qui, si elle s'avère vraie, n'arrangerait certainement pas les affaires de la maison blanche, qui espérait certainement recruter le joueur dès cet été. Autre condition à un accord pour une prolongation, Kylian Mbappé réclamerait des garanties sportives quand à la qualité de l'effectif. Le natif de Bondy souhaite être assuré que tout est mis en oeuvre pour pouvoir gagner la Ligue des Champions, ce dernier estimant qu'il est indispensable de recruter un latéral droit pour enfin triompher en Europe. En attendant de savoir de quoi sera fait l'avenir de l'attaquant, les Madridistes vont pouvoir le voir évoluer aux côtés de Karim Benzema dès cet été, ce dernier ayant été rappelé par Didier Deschamps pour disputer l'Euro.

Man United prépare une énorme offre pour Sancho

Dauphin de son rival Manchester City en Premier League, Manchester United réalise une superbe saison sous les ordres de Ole Gunnar Solskjaer. Avidé de trophées, la direction pourrait bien investir massivement au prochain mercato. Deux pistes affolent les compteurs, Harry Kane et Jadon Sancho.

Les Glazers sont en état d'alerte après les récentes manifestations ayant eu lieu à Old Trafford. Auteur d'une bonne saison, le Manchester United d'Ole Gunnar Solskjaer impressionne outre-manche ce qui force la direction manucienne à réagir. Selon The Sun, les propriétaires sont prêts à approuver une offre de 90 millions de livres sterling pour Harry Kane. Une tentative à double intérêt qui, en plus de renforcer l'effectif, pourrait étouffer la colère des supporters. Ces derniers ont récemment pris part à des manifestations en faisant irruption sur le terrain. Le cas Jadon Sancho est toujours une priorité pour Manchester United qui réfléchit toujours à cette option. L'Anglais du Borussia Dortmund réalise une nouvelle superbe saison sous les couleurs du club allemand. Des performances qui poussent sa valeur à 100 millions d'euros. Le minimum pour le Borussia Dortmund, habitué ventes à 9 chiffres.



Marcelo : «La Liga ? On sait ce qu'on a à faire»

Marcelo a participé à la deuxième journée de la semaine blanche de l'école universitaire du Real Madrid Universidad Europea. Le Brésilien a évoqué divers sujets.

La pression : "La pression existera toujours au Real Madrid, c'est le meilleur club du monde. Contre cette équipe, tout le monde veut faire le meilleur match possible. La pression fait partie de la vie d'un footballeur. Vous devez gagner des matchs et des titres."

Sa carrière : "J'ai gagné beaucoup de choses dans ma vie et j'en serai toujours reconnaissant. J'ai eu la chance de jouer des finales, mais j'ai aussi perdu des matchs importants. Quand on tombe, on apprend à se relever. Grâce à Dieu, je sais ce que c'est que de gagner et le goût de la victoire est incroyable."

La Liga : "Nous pouvons la gagner, même si cela ne dépend pas de nous. Nous savons ce que nous avons à faire. Nous sommes arrivés à la fin avec des options. Nous devons y aller avec beaucoup de confiance pour pouvoir gagner."

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL. :** 023.38.47.97/023.38.48.00 **FAX :** 023.38.47.95 / **E-MAIL :** contact@dknews-dz.com - **IMPRESSIO :** S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL. :** 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX :** 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL. :** 023.38.47.97/023.38.48.00 **FAX :** 023.38.47.95 **EMAIL :** contact@dknews-dz.com - **SITE :** http://www.dknews-dz.com

HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Président Tebboune préside une réunion périodique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé mardi une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, mardi 18 mai 2021, une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité", a précisé le communiqué.

"Après avoir écouté les interventions des membres du Haut Conseil de Sécurité sur les questions inscrites à l'ordre du jour, le président de la République a examiné les mesures rela-

tives à l'ouverture des frontières aériennes et les conditions devant être remplies par les voyageurs, avec le maintien des frontières terrestres fermées sauf en cas de nécessité", a ajouté la même source, soulignant que "les mesures détaillées seront définies par un décret exécutif". Le Haut Conseil de Sécurité "s'est également penché sur les actes hostiles et subversifs commis par les mouvements dits (Rachad) et (MAK) pour déstabiliser le pays et attenter à sa sécurité,

et décidé, dans ce cadre, de les classer sur la liste des organisations terroristes et de les traiter comme telles", selon le communiqué. Le Haut Conseil de Sécurité a aussi abordé "les derniers préparatifs des élections législatives du 12 juin 2021". Le Président Tebboune "s'est dit satisfait des efforts consentis par les institutions de l'Etat pour assurer le déroulement du rendez-vous électoral dans de bonnes conditions", a conclu le communiqué.

EN VISITE À LA 2^{ÈME} RÉGION MILITAIRE D'ORAN

M. Chanegriha appelle les Algériens à veiller à la préservation de l'unité territoriale et populaire nationale

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a appelé les Algériens à faire preuve d'extrême vigilance et d'un sens patriotique élevé, et à veiller à la préservation de l'unité territoriale et populaire nationale, à l'aune des conséquences qu'imposent les événements actuels sur les plans régional et international, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Notre pays traverse aujourd'hui une phase cruciale de son histoire contemporaine, induite par les événements enregistrés aux plans régional et international, ce qui exige de la part des enfants libres de l'Algérie, dévoués et fidèles à l'Etat national fédérateur, instauré par la glorieuse révolution de libération et dont les repères ont été tracés par la proclamation du 1er Novembre, une veille sans faille, un sens du patriotisme plus élevé et de veiller à la préservation de l'unité nationale, territoriale et populaire, à laquelle nous devons tous nous attacher, en l'estimant, en notre âme et conscience,

à sa juste valeur, et en la défendant farouchement", a précisé le général de Corps d'Armée, lors d'une visite de travail et d'inspection entamée mercredi à la 2^{ème} région militaire à Oran. Il a indiqué avoir saisi cette occasion pour "mettre en garde les aventuriers, quel que soit leur obédience ou leur courant idéologique, contre toute tentative de porter atteinte à l'unité nationale".

"Nous leur rappelons qu'au sein de l'ANP, nous ferons face, avec fermeté et vigueur, à quiconque songe à mettre en péril les constantes de la Nation et nous œuvrerons, sans relâche, à mettre à nu leurs abjects desseins devant l'opinion publique nationale et internationale, car nous sommes fermement convaincus que l'unité nationale est le phare qui éclaire notre voie et qui renforce notre volonté dans les crises et l'adversité, et qui est aussi le garant de l'édification d'une Algérie nouvelle, forte, unie, développée, fidèle aux valeurs et nobles idéaux de nos vaillants aïeux, et apte à affirmer sa présence dans un monde, plein de défis et impitoyable à l'égard des plus faibles", a

ajouté M. Chanegriha, dont la visite s'inscrit dans le cadre des visites d'inspection périodique aux différentes régions militaires. Le général de Corps d'Armée, qui a tenu une réunion d'orientation avec les cadres et personnels de la Région, a invité les participants à se remémorer les événements tragiques du 8 mai 1945, "qui étaient une étape cruciale qui a impacté le cours des événements".

"Dans ce contexte précisément, je voudrais que nous nous remémorions un événement national éternel, à savoir les massacres du 8 mai 1945, dont nous avons célébré cette année le 76^{ème} anniversaire, un événement que Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, Ministre de la Défense nationale, a institué l'année passée Journée nationale de la Mémoire", a-t-il dit.

Il est évident que cette journée mémorable a été "une étape cruciale de par l'impact qu'elle a eu sur le cours des événements"? a-t-il souligné, rappelant que "la première étincelle de la glorieuse révolution de libération a été un des

résultats de ce terrible génocide colonial, qui a dévoilé la haine viscérale que la France colonialiste vouait au peuple algérien et qui a fait plus de 45.000 martyrs".

"A l'issue de la rencontre, le Général de Corps d'Armée a écouté les interventions des cadres et personnels de la Région "qui ont affiché leur engagement immuable à relever tous les défis pour la défense de la sécurité et de la stabilité du pays, ainsi que pour la sauvegarde de la souveraineté nationale".

Auparavant et après la cérémonie d'accueil au sein de la région, le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, accompagné du Général-major Djamel Hadj-Laaroussi, Commandant de la 2^{ème} région militaire, a observé une minute de recueillement à la mémoire de feu Moudjahid Boudjenane Ahmed dit Si Abbes, à l'entrée du siège de Commandement de la Région qui porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha sur son âme et celle des vaillants Chouhada.

DIPLOMATIE

Le Président Tebboune reçoit les ambassadeurs de Mauritanie, de Roumanie et de la République de Corée

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mercredi les ambassadeurs de la République islamique de Mauritanie, de Roumanie et de la République de Corée qui lui ont rendu une visite d'adieu au terme de leurs missions respectives en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui trois ambassadeurs qui lui ont rendu une visite d'adieu au terme de leurs missions en Algérie. Il s'agit de : - son excellence Boulah Ould Mouguey, ambassadeur de la République islamique de Mauritanie, - son excellence Marcel Alexander, ambassadeur de Roumanie, - son excellence Lee Eunyong, ambassadeur de la République de Corée", précise le communiqué de la Présidence de la République

JUSTICE

Report au 26 mai du procès en appel de l'ancien wali de Tipasa Mustapha Layadhi

La Cour d'Alger a décidé mercredi de reporter au 26 mai le procès en appel de l'ancien wali de Tipasa Mustapha Layadhi condamné à une peine de 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million DA et poursuivi dans une affaire de corruption, et ce, à la demande de sa défense.

Dans la même affaire, l'ancien directeur du Domaine de la wilaya de Tipasa, Ali Bouamrane a été condamné en première instance à 2 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million DA, avec gel de ses comptes bancaires.

L'ancien Conservateur foncier de la wilaya de Tipasa, Ismail Korichi a été acquitté des griefs retenus contre lui

dans cette affaire. Les propriétaires du groupe "Attia Electronics" (les frères Bachir, Hamid Lyes et Souhail) ayant bénéficié d'indus avantages grâce à leur relation avec le wali Layadhi ont été condamnés chacun à une peine de 2 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars outre la confiscation de leur biens et actes.

Le Tribunal de Sidi M'hamed a rendu également une décision portant interdiction du droit de candidature pour une durée de cinq ans pour les accusés Layadhi et Bouamrane, outre le versement d'un montant de 100.000 DA à titre de dommage et intérêt au profit du

Trésor public par les accusés. Les accusés ont été poursuivis pour octroi d'indus avantages en violation de la législation et la réglementation en vigueur, dilapidation de biens publics, abus de fonction, trafic d'influence et bénéfice d'avantages indus lors de la passation de marchés en usant de l'influence d'agents dans différentes instances.

Les frères Attia ont bénéficié en complaisance avec l'ancien directeur du Domaine de Tipasa, Ali Bouamrane de plusieurs avantages dont un contrat de concession de 33 ans d'un terrain d'une superficie de 10.000 mètres carrés.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

ANP: plusieurs opérations menées dans le cadre de la préservation de la sécurité du pays

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, durant la période du 11 au 18 mai, plusieurs opérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la criminalité, la contrebande et l'émigration clandestine, témoignant de "l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi. Ainsi, "dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire, le 6 mai 2021 à Djebel Echaoune, commune de Derag, wilaya de Médéa, ayant permis l'élimination d'un (1) terroriste et la récupération d'un (1) pistolet mitrailleur de type

Kalachnikov et une quantité de munitions, l'opération d'identification à permis d'établir qu'il s'agit du criminel Boursas Okba, qui avait rallié les groupes terroristes en 2015", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans le pays, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières "ont arrêté au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, deux (2) narcotrafiquants et saisi 8 quintaux et 56,41 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc," alors que des détachements

combinés de l'ANP "ont intercepté, dix-neuf (19) autres narcotrafiquants et saisi 24.487 comprimés psychotropes dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires".

Par ailleurs, des détachements de l'ANP "ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et In Amenas, 147 individus et saisi 18 véhicules, 165 groupes électrogènes, 151 marteaux piqueurs, 7 détecteurs de métaux, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illécite, ainsi que 920 sacs de mélange d'or brut et de pierres", tandis que "trois (3) autres individus ont été arrêtés et 18 fusils de chasse ont été saisis lors d'opérations distinctes

menées à Tébessa et Batna". De même, les Garde-frontières "ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 14.699 litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar", ajoute le bilan. Dans un autre cas, les Garde-côtes "ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 97 individus, dont quatre (4) émigrants de nationalité marocaine, qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Tlemcen, Chlef, Alger et El-Tarf, alors que 42 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Naâma, Tlemcen et Béchar", conclut la même source.